



adf

AFRICA DEFENCE JOURNAL

LA SÉCURITÉ HOLISTIQUE

Les forces de sécurité
recherchent au-delà
des champs de bataille
des solutions aux
défis complexes

Confrontant la
menace de l'IA

La croissance des
villes met à l'épreuve
la sécurité

PLUS

Conversation avec le major-général Fructueux Gbaguidi,
Chef d'état-major de la Défense du Bénin

VISITEZ-NOUS SUR ADF-MAGAZINE.COM

40



articles

8 La sécurité axée sur les citoyens

Par le biais de la formation et la collaboration, les forces armées se transforment en protecteurs du peuple

14 « La force reste le dernier recours »

Conversation avec le major-général Fructueux Gbaguidi, chef d'état-major de la Défense du Bénin

20 Préserver la situation

L'opération Mirador du Bénin vise à repousser un déferlement d'attaques sur sa frontière Nord

26 Des menaces dans la machine

Les groupes terroristes brandissent l'intelligence artificielle pour recruter et envoyer des messages ; la militarisation pourrait suivre

34 Pleines de danger

Les armureries peuvent présenter des menaces catastrophiques pour les civils si les autorités ne maintiennent pas les mesures de sûreté et de sécurité

40 Des leçons durement apprises

Un ancien gardien de la paix de Djibouti offre des leçons tirées d'un déploiement avec la Mission de l'Union africaine en Somalie

46 La sécurité mise à l'épreuve par la croissance des villes

Les zones urbaines d'Afrique ont des difficultés pour accommoder l'explosion de population la plus forte du monde

50 La tragédie dans la ligne de mire

La technologie des drones offre des opportunités de contre-terrorisme mais nécessite des protections et une supervision

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

32 Battement du cœur de l'Afrique

56 Outillage de la profession

58 Force future

60 Défense et sécurité

62 Maintien de la paix

64 Se donner la main

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum
est disponible en ligne**

Veuillez nous rendre visite sur
adf-magazine.com

32



SUR LA COUVERTURE

Les membres des Forces de défense du Kenya au garde-à-vous pendant une cérémonie commémorative pour le chef d'état-major de la défense et neuf autres officiers qui sont morts dans un accident d'hélicoptère en avril 2024.

AFP/GETTY IMAGES

Qu'est-ce que la sécurité ? Elle pourrait signifier l'accès à la nourriture, à un abri, à des soins de santé, la stabilité économique ou la protection contre la violence. Souvent, elle veut dire tout ce qui précède.

Les forces armées suivent une approche de plus en plus holistique à la fourniture de la sécurité. Elles savent que leur première responsabilité consiste à protéger les citoyens du pays, mais cela peut rarement être accompli uniquement par des moyens militaires. Les problèmes complexes exigent plus souvent une réponse qui confronte les causes fondamentales de l'insécurité.

En Afrique de l'Ouest par exemple, les pays du littoral font face à une menace croissante de la part des groupes terroristes basés au Sahel. Ces groupes sont déterminés à avancer vers le Sud et former un califat qui transcende les frontières.

Dans de nombreux pays du littoral, les groupes terroristes prennent pour cible des régions sous-développées avec peu de présence de l'État. Les terroristes exploitent cela en offrant des emplois et des services, et en prêchant une idéologie qui attise les flammes des doléances locales.

En réponse, les forces armées ont reconnu que la fourniture de la sécurité doit inclure le développement de la confiance parmi les civils. Au Bénin, les forces armées ont créé des comités civilo-militaires qui encouragent le dialogue et conduisent des événements tels que les cliniques de santé et les centres vétérinaires. La sensibilisation fait partie d'une plus vaste stratégie nationale qui inclut la fourniture des services de l'État, les investissements dans la région et une présence militaire accrue pour confronter les terroristes. Des efforts similaires sont en cours en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo. Le but est de renforcer la résilience de ces communautés frontalières pour qu'elles ne soient plus vulnérables au recrutement terroriste.

C'est seulement l'un des moyens par lesquels les forces armées allongent la portée de ce qu'elles font. Au Sénégal, les Forces armées sont passées immédiatement à l'action lors des inondations historiques de 2024, pour évacuer les gens, fournir un soutien logistique et distribuer l'assistance. Les Forces de défense du Kenya mettent fin aux vols de bétail et au commerce des armes illégales qui nourrit la violence intercommunale. En Mauritanie, des soldats de la Garde nationale appelés méharistes se rendent à dos de chameau dans les communautés isolées et fournissent tout ce qu'ils peuvent, depuis l'eau propre jusqu'aux soins médicaux.

La sécurité holistique ne peut pas être une stratégie axée seulement sur l'armée. L'expérience montre que, lorsque les forces de sécurité font partie d'un effort pangouvernemental et pansociétal, les résultats s'améliorent. En considérant l'insécurité du point de vue des personnes qu'ils servent, les gouvernements, les groupes de la société civile et les militaires professionnels peuvent offrir des résultats qui sont efficaces et durables.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Les soldats sénégalais installent un hôpital mobile à Bakel, lieu affecté par des inondations en 2024. DIRPA



La sécurité holistique

Volume 18, 4ème trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE



POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

« Renforcer la sécurité africaine, soutenir l'unité d'effort »



Le général Charles Muriu Kahariri, chef des forces de défense du Kenya, a donné l'allocution d'ouverture à la Conférence des chefs africains de la défense 2025 de Nairobi le 28 mai. Pendant la conférence, les responsables militaires de haut rang de toute l'Afrique sont venus pour parler de la lutte contre les menaces transnationales, du renforcement des partenariats et de la mise en commun de l'expérience. Son intervention a été modifiée pour raison de longueur et de clarté.



Le général de brigade marocain Abdelkrim Nejjar (à gauche) converse avec le lieutenant-général kényan David Kimaiyo Chemwaina Tarus à la Conférence des chefs africains de la défense 2025 à Nairobi.

LIBBY WEILER/AFFAIRES PUBLIQUES DE L'ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE



Pour ceux d'entre nous dans la communauté de la défense, la Conférence des chefs africains de

la défense s'avère représenter beaucoup plus qu'une conférence. C'est un forum qui nous permet d'aligner le raisonnement stratégique, de renforcer notre posture collective et de fortifier l'unité qui soutient la sécurité continentale. Sa pertinence croissante reflète une reconnaissance commune de l'interconnexion de nos défis de sécurité et de leurs solutions.

Notre présence ici aujourd'hui réaffirme cette vision partagée, la vision d'une Afrique qui est sécurisée, qui est résiliente et confiante dans sa capacité de façonner son propre avenir. La conférence de cette année se réunit alors que l'environnement sécuritaire régional et mondial devient de plus en plus volatil, incertain, complexe et ambigu.

Nos forces armées doivent affronter aujourd'hui des menaces traditionnelles et non traditionnelles, exacerbées par la prolifération de la technologie. L'environnement sécuritaire actuel et l'accès facile aux armes sophistiquées ont produit des acteurs non étatiques audacieux qui défient activement les forces gouvernementales en suivant des stratégies et des tactiques asymétriques.

Ceci a conduit à des conflits prolongés qui accroissent l'insécurité de notre région, et de la planète au sens large.

Les menaces actuelles de sécurité en Afrique incluent les conflits armés internes qui ont été internationalisés, le terrorisme, les menaces de cybersécurité

et une myriade de menaces maritimes. Elles exigent des stratégies exhaustives qui confrontent non seulement les menaces immédiates mais aussi les facteurs politiques, économiques et sociaux sous-jacents qui contribuent à l'instabilité sur le continent.

Dans les circonstances actuelles, aucune agence gouvernementale, aucune nation ne peut à elle seule atténuer efficacement les menaces, parce qu'elles sont intersectorielles et transnationales. En conséquence, le thème de cette conférence, « Renforcer la sécurité africaine, soutenir l'unité d'effort », adresse directement le panorama actuel et futur de la défense. Il fait apparaître au grand jour les impératifs stratégiques clés qui définissent notre époque et souligne les moteurs structurels des forces armées efficaces, notamment les avancées technologiques, le capital humain professionnel, les partenariats institutionnels sous la forme d'opérations multi-agences, les partenariats internationaux et les relations civilo-militaires florissantes.

Ces concepts reflètent les réalités éprouvées par nos pays respectifs et les aspirations de nos peuples. Ils nous mettent au défi d'évoluer, d'intégrer plus efficacement à travers les institutions gouvernementales aussi bien qu'entre les états et les régions, et d'assurer que nos forces armées restent gardiennes de l'intégrité territoriale, de la stabilité, de la dignité et du progrès de nos peuples.

Bien que les pays africains aient déployé des efforts pour développer individuellement leurs forces armées,

il faut faire davantage pour intégrer les forces pour les opérations de sécurité efficaces et conjointes, bilatérales et multilatérales, afin de sécuriser le continent au sens large. Les domaines clés qui doivent être adressés incluent le développement des structures de mise en commun du renseignement, la standardisation de l'entraînement, du matériel et des doctrines opérationnelles, la mobilisation des ressources pour atténuer les inégalités et optimiser les capacités, ainsi que le développement de stratégies exhaustives pour contrer les cybermenaces et autres menaces émergentes.

En tant que co-hôtes, les Forces de défense du Kenya sont sincèrement déterminées à soutenir un engagement constructif pendant cette conférence et par la suite afin de confronter les défis identifiés.

Nous considérons cette réunion comme une opportunité d'affiner notre vision commune, de renouveler nos partenariats stratégiques et d'inspirer des innovations qui survivront à cette conférence.

J'exhorte donc chacun d'entre nous à saisir cette opportunité pour renforcer notre résolution partagée et élever le rôle de nos institutions de la défense en faisant avancer la paix, la résilience et la prospérité dans toute l'Afrique.



Les experts exhortent la CEDEAO et l'Alliance du Sahel à COLLABORER DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

PERSONNEL D'ADF

Trois nations sahéliennes ont quitté la CEDEAO en janvier 2025, ce qui a sapé les efforts de contre-terrorisme. Le rétablissement de ces efforts nécessitera de surmonter la méfiance entre ces pays et leurs voisins, selon les experts.

Le point de départ de ce périple, selon l'analyste béninois Éric Tévoédjrè, pourrait être un nouvel accord diplomatique entre la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest et le Burkina Faso, le Mali et le Niger, qui forment aujourd'hui l'Alliance des États du Sahel (AES).

Le professeur Tévoédjrè écrit pour le site web Development and Cooperation : « Le maintien des bonnes relations avec les états de l'AES est un impératif stratégique pour la CEDEAO. L'offre d'une reconnaissance diplomatique pourrait améliorer la situation considérablement. »

Des groupes militaires dans les trois pays du Sahel ont renversé leur gouvernement démocratiquement élu, en commençant par le coup d'État de 2021 au Mali. En 2024, les dirigeants des trois pays ont annoncé qu'ils formeraient leur propre accord de défense mutuelle. Les chefs des juntes de l'alliance se sont engagés à vaincre les terroristes. Jusqu'à présent, leurs résultats sont pires que ceux de leurs prédécesseurs, et la région est désormais le chef de file mondial du terrorisme, selon l'Indice global du terrorisme.

Le terrorisme aux frontières poreuses de la région menace la sécurité des états du littoral, en particulier dans le complexe W-Arly-Pendjari de réserves naturelles qui chevauche le Niger et le Bénin.

« Le manque de confiance entre les deux organisations [CEDEAO et AES] empêche le partage vital du renseignement et la coordination des opérations militaires qui permettrait de prévenir l'utilisation de certains territoires comme des zones de repli », écrit l'analyste Jeannine Ella Abatan en mars 2025 pour l'Institut pour les études de sécurité.

Quelques semaines avant la séparation entre les pays

de l'AES et la CEDEAO, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) a tué 30 soldats béninois dans une base près de la frontière avec le Burkina Faso et le Niger.

En avril 2025, les combattants du GSIM ont tué au moins 54 agents de la sécurité près du parc national du W. Le même mois, les militants du GSIM ont lancé leur première attaque par drone kamikaze contre l'armée togolaise dans la région septentrionale des Savanes.

Le GSIM cherche à établir des bases dans les états du littoral, à partir desquelles il pourrait lancer des attaques contre le Burkina Faso. « Un manque de coordination en matière de contre-terrorisme entre le Bénin et ses voisins du Burkina et du Niger a probablement créé des lacunes sécuritaires et facilité l'offensive du GSIM », écrit Liam Karr pour le site web Critical Threats.

« Étant donné que la CEDEAO et l'AES ne financeront pas des initiatives conjointes de contre-terrorisme, il est probable que leurs projets individuels seront beaucoup moins efficaces, ou ne seront tout simplement pas entrepris, à cause des frais prohibitifs de lancement », écrivent les analystes Michael Howard et Ethan Czaja dans le Small Wars Journal.

Lors de la conférence au sommet des chefs africains de la Défense 2025 à Nairobi (Kenya), les chefs militaires de haut rang ont mis l'accent à maintes reprises sur le besoin d'améliorer les efforts de sécurité collective dans les régions telles que l'Afrique de l'Ouest.

À cette fin, la CEDEAO et l'AES doivent collaborer contre leur menace mutuelle du terrorisme, écrit le professeur Tévoédjrè. « La reconnaissance politique marquerait le commencement d'une nouvelle ère et montrerait la voie de la coopération africaine auto-déterminée, plutôt que la confrontation. »

Des gendarmes togolais participent à un exercice anti-terroriste au Centre de formation des opérations de maintien de la paix de Lomé.

AFP/GETTY IMAGES

Les soldats nigériens ont tué deux chefs de haut rang de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (PAOEI) au cours de deux semaines en mai et juin 2025, dans le cadre de l'opération militaire Hadin Kai en cours.

Le 30 mai 2025, des responsables de l'armée ont confirmé le décès d'Amir Abu Fatima, l'un des terroristes les plus recherchés du Nigeria. Les soldats l'ont tué avec deux de ses principaux lieutenants dans le village d'Aleru, État de Borno, selon Premium Times. Les autorités déclarent qu'il avait été capturé vivant mais qu'il est mort peu après à cause des blessures qu'il avait reçues à la suite d'une fusillade. On pense qu'il avait coordonné les attaques de la PAOEI au Nord de Borno.

Les forces nigérianes ont récupéré des fusils AK-47, des chargeurs, des munitions et des équipements pour fabriquer des engins explosifs improvisés, sans subir aucune perte, selon un rapport de l'armée.

Le 9 juin, les forces de l'opération Hadin Kai ont lancé une opération coordonnée, aérienne et terrestre, dans la Zone de gouvernement local

de Gujba, État de Borno. L'opération a tué le chef Malam Jidda, commandant [ameer] de la PAOEI, et plusieurs dizaines de combattants, selon un reportage de Premium Times.



Les soldats nigériens affectés à l'opération Hadin Kai attendent la visite du président Bola Tinubu à Maiduguri en 2023. AFP/GETTY IMAGES

« Malam Jidda, identifié comme l'ameer des villages de Ngorgore et Malumti, a trouvé la mort pendant un engagement acharné avec les soldats, qui ont vaincu les terroristes avec une puissance de feu supérieure », selon une déclaration de Reuben Kovangiya, sous-directeur intérimaire des relations publiques de l'Armée de terre au commandement du quartier général de théâtre.

Selon la déclaration, certains terroristes blessés par balle se sont échappés et d'autres ont été neutralisés lorsque les soldats ont tendu

une embuscade pendant une opération de suivi dans le triangle de Tombouctou, selon le reportage de Premium Times.

L'opération Hadin Kai est un effort de contre-terrorisme en cours au Nigeria. Elle a commencé en avril 2021, pour remplacer l'opération Lafiya Dole qui avait duré six ans.

LES CENTRES D'EXCELLENCE OFFRENT DES OPPORTUNITÉS POUR ÉTUDIER LES DÉFIS DE LA SÉCURITÉ

PERSONNEL D'ADF

Si vous demandez aux experts comment résoudre les nombreux défis de la sécurité en Afrique, beaucoup recommanderont probablement d'améliorer la coopération, l'entraînement et le professionnalisme militaires. Les nombreux centres d'excellence du continent montrent la voie pour atteindre cet objectif.

Au cours des 25 dernières années environ, l'Afrique a constaté l'expansion des institutions conçues pour aider les chefs militaires à comprendre les questions clés de la sécurité, et à y répondre, notamment l'intelligence artificielle, le contre-terrorisme, la sécurité maritime et la responsabilisation des sous-officiers.

Les centres sont conçus pour développer le leadership, l'expertise et les meilleures pratiques dans des domaines particuliers. Certains, comme l'Organisation des chefs de police d'Afrique de l'Est, ont passé plusieurs décennies à faciliter la collaboration entre les membres. D'autres, tels que l'unité de recherche sur l'intelligence artificielle de la Défense sud-africaine, créée en 2024, étudient les implications militaires de l'IA.

Le major-général Davidson Forleh, chef d'état-major des Forces armées du Liberia, a déclaré à ADF lors de la conférence des chefs africains de la Défense 2025 à Nairobi (Kenya) : « Le professionnalisme est très important. Auparavant, l'armée était considérée comme une sorte de bête féroce. »

Le Liberia a réformé ses forces armées à la suite des guerres civiles des années 1990, en s'appuyant sur le type de formation disponible aux institutions telles que le Centre de contre-terrorisme de l'Union africaine et le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix, pour développer des forces armées professionnelles.

Les centres d'excellence développent l'expertise militaire pour affronter quelques-uns des défis de sécurité les plus difficiles du continent.

SERGEANT KYLEJIAN FRANCIA/
ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS



« Qu'ils traitent du terrorisme, de la sécurité maritime, de l'amélioration des missions africaines de maintien de la paix ou d'autres questions, un grand nombre de ces ensembles de solutions à ces défis nationaux de la sécurité exigent des réponses qui dépassent les actions cinétiques », déclare à ADF Catherine Lena Kelly, experte de la démocratisation et de la gouvernance au Centre d'études stratégiques de l'Afrique.

Les centres d'excellence complètent les efforts des académies militaires et des universités de la défense en fournissant aux leaders l'opportunité de partager leurs idées avec des collègues qui affrontent les mêmes questions, déclare le Dr Kelly. Les experts civils offrent une perspective sur les problèmes et des solutions axées sur la recherche académique.

Le général Forleh déclare que les relations développées par les leaders lorsqu'ils participent à un centre d'excellence se traduisent souvent par l'amélioration de la coopération entre les pays et les forces armées du monde réel. Il offre comme exemple les efforts du Liberia avec la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone pour patrouiller l'Ouest du golfe de Guinée.

Plus que tout, les centres d'excellence développent le professionnalisme des forces armées africaines à mesure que les leçons apprises par les chefs de haut rang se propagent à travers les effectifs, déclare le Dr Kelly.



ILLUSTRATION D'ADF

LA SÉCURITÉ

AXÉE SUR LES CITOYENS

Par le biais de la formation et la collaboration, les forces armées se transforment en protecteurs du peuple

PERSONNEL D'ADF

Lorsque des inondations mortelles ont ravagé Gaborone (Botswana) en février 2025, les Forces de défense botswanaïses sont passées à l'action. Elles ont œuvré aux côtés des agences de l'État et des organisations non gouvernementales pour protéger les habitants de la ville et rétablir l'ordre.

Les soldats ont utilisé leur expertise dans la recherche et le sauvetage, les évacuations médicales et la logistique pour soutenir leurs homologues civils pendant la catastrophe naturelle.

Pour le major-général Molefi Seikano, la réponse sert de modèle aux relations civilo-militaires dans les pays africains.

« Elle a montré que l'armée était une force de stabilité », a-t-il dit à ADF lors de la conférence des chefs d'état-major africains de la Défense (ACHOD) de 2025, où les relations civilo-militaires étaient un sujet de discussion.

Dans toute l'Afrique, les forces armées améliorent leurs communications et leurs relations avec les chefs civils et les citoyens. Un nombre croissant de chefs militaires ont participé activement à transformer leurs forces armées en organisations qui protègent et soutiennent leurs compatriotes.

« Il y a eu une transformation dramatique de la formation, du développement des aptitudes et de l'expansion des capacités institutionnelles et opérationnelles des forces armées africaines par rapport à ce qu'elles étaient précédemment », a déclaré le Dr Moses Khisa à ADF. Le Dr Khisa est associé de recherche au Centre pour la recherche de base de Kampala (Ouganda) et écrit un éditorial hebdomadaire pour le journal ougandais Daily Monitor. Selon lui, et son collègue de recherche Christopher Day, les sociétés africaines font face au défi lié à la mise en œuvre de la

protection, à la fois par les forces armées et contre les forces armées. Elles le font en développant des institutions qui assument responsabilité envers les chefs civils.

« Ceci touche vraiment au cœur du dilemme civilo-militaire en Afrique », écrivent-ils dans leur livre de 2022 intitulé « Repenser les relations civilo-militaires en Afrique ».

Ils déclarent que la solution n'est pas nécessairement la même pour chaque pays. Certains tels que le Ghana ou l'Afrique du Sud pourraient choisir un système qui maintient l'armée séparée de la sphère politique, alors que d'autres comme



Lorsque des inondations subites ont frappé Gaborone (Botswana), les membres de la Force de défense du Botswana ont été déployés pour aider les autorités civiles et les groupes non gouvernementaux à évacuer les victimes, récupérer les véhicules et livrer une assistance humanitaire. REUTERS

le Rwanda et l'Ouganda pourraient rapprocher les deux institutions au point de les imbriquer essentiellement l'une avec l'autre.

Quelle que soit la façon dont les relations civilo-militaires évoluent, les forces armées les plus efficaces pensent que leur travail consiste à



Des membres de la Force de défense du Malawi ont rejoint les civils pour récupérer les corps des personnes décédées lors des inondations provoquées par le cyclone tropical Freddy en 2023. AFP/GETTY IMAGES

L'accent mis sur la formation dans les relations civilo-militaires a aidé les forces armées africaines à créer des forces professionnelles engagées à servir les citoyens et rester subordonnées aux dirigeants civils démocratiquement élus.

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR ALLYSON L. MANNERS/GARDE NATIONALE AÉRIENNE DES ÉTATS-UNIS

protéger le peuple. Cette croyance a été exprimée à la conférence ACHOD par le major-général Guy Blanchard Okoi, chef d'état-major général des Forces armées de la République du Congo : « L'être humain est au centre de tout. »

UN CHANGEMENT DU PARADIGME CIVILO-MILITAIRE

Le focus sur des relations civilo-militaires plus robustes remonte à plusieurs décennies. Au centre se trouve une génération de chefs militaires qui ont tiré les leçons des bouleversements politiques et sociaux dus aux coups d'État et aux guerres civiles sur des dizaines d'années.

« Auparavant, les forces armées étaient considérées comme une source d'insécurité, comme

des prédateurs, a dit le Dr Khisa à ADF. Elles avaient une image prédatrice, une réputation prédatrice. »

Cette nature prédatrice existe encore dans certaines régions du continent où la corruption et les infractions aux droits de l'homme sont tolérées. Mais les chefs militaires tels que le major-général Davidson Forleh, chef d'état-major des Forces armées du Liberia, soulignent que cela représente une manière de penser rétrograde.

« Les nouvelles forces armées sont différentes de celles du passé », déclare-t-il à ADF.

Il fait partie de la première classe de recrues qui avaient rejoint l'armée libérienne lors de son remaniement en 2003. Les forces armées reconstituées mettent l'accent sur le professionnalisme, le maintien de la paix et les patrouilles de l'environnement maritime et des frontières terrestres, en collaboration avec les pays voisins.

L'un de ceux-ci, la Sierra Leone, a des antécédents similaires de réformes militaires après une guerre civile. La protection des civils est cruciale au mandat de l'armée, selon les autorités sierraléonaises.

« Les pays tels que le Liberia et la Sierra Leone se distinguent par le fait qu'ils n'étaient que des cratères de cendres à cause de leur guerre civile, et il existait un effort important visant à réformer leurs institutions de sécurité », a déclaré à ADF le professeur Day qui a séjourné en Sierra Leone pendant la guerre civile. Dans de tels cas, les réformes des relations civilo-militaires pourraient nécessiter la reconstruction complète des forces de sécurité, dit-il.

« Mais, ajoute-t-il, il faut aussi que le leadership assume responsabilité. Il doit exister une prise de responsabilité visible. »

LE DÉVELOPPEMENT DE LA CONFIANCE

Alors que les forces armées œuvrent pour renforcer leurs relations avec les citoyens et les chefs civils, elles confrontent un autre défi : développer la confiance.

« Nous devons travailler dans un environnement où il y a moins de méfiance », a déclaré le lieutenant-général Mbaye Cissé, chef d'état-major de la Défense du Sénégal, à ses collègues de la conférence ACHOD.

Ceci pourrait signifier le commencement d'un dialogue avec les organisations non gouvernementales, les chefs civils et les législateurs pour élaborer des connexions entre eux et les forces armées. Le travail préparatoire pourrait ainsi être établi au moment où les deux parties de la relations civilo-militaire sont appelées à agir.

Le Sénégal est un exemple de la façon dont une relation civilo-militaire efficace pourrait fonctionner. Lorsqu'il a été demandé aux forces armées de contrôler les séparatistes dans la région de la Casamance au Sud du pays, les responsables n'ont pas commencé par l'armée, déclare le général Cissé.

« Nous avons utilisé les ONG pour travailler sur la réconciliation, ajoute-t-il. L'armée ne peut pas œuvrer pour la réconciliation sans la participation des organismes de la société civile. Lorsque vous mentionnez la sécurité, les forces



Des soldats nigériens parlent avec des civils alors qu'ils recherchent des terroristes présumés de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique dans la communauté de Tungushe. AFP/GETTY IMAGES

« Lorsque les officiers de haut rang constatent ce qui se passe dans les autres pays, ils rentrent chez eux avec une attitude et une perception différentes sur ce que devrait être leur rôle »

– **Dr Moses Khisa**, associé de recherche au Centre pour la recherche de base de Kampala (Ouganda)

militaires pensent qu'elles sont importantes à l'exclusion de toute autre. »

Toutefois, le développement de la confiance peut être difficile sur un continent où les chefs militaires restent désireux et capables de renverser leur gouvernement civil. Les coups d'État au Burkina Faso, en Guinée, au Mali et au Niger, en plus de la guerre civile du Soudan, assombrissent la promesse d'une relation civilo-militaire meilleure dans les pays africains.

Le nombre de coups d'État réussis a baissé, de plus de deux douzaines par décennie entre les années 1960 et 1990 (la pire décennie, avec 35 coups d'État) à moins de dix par décennie dans les années 2000 et 2010, selon les professeurs Day et Khisa.

« La baisse du nombre de coups d'État s'est produite en présence de changements majeurs dans les normes régionales qui interdisent l'interférence militaire dans la politique nationale », écrivent-ils.

LE MAINTIEN DE LA PAIX ET LE PROFESSIONNALISME

La montée des relations civilo-militaires cordiales a coïncidé avec deux autres évolutions : moins de tolérance pour les coups d'État parmi les responsables continentaux, et une plus grande importance accordée aux missions de maintien de la paix sous conduite africaine.

L'Organisation de l'unité africaine, prédécesseur de l'Union africaine, avait la réputation de ne pas s'intéresser à la façon dont les dirigeants d'un pays avaient pris le pouvoir, déclare le professeur Day.

« L'OUA a créé la permission des coups d'État. Il n'existait pas de proscription sur la façon dont quelqu'un devenait président. Aujourd'hui, vous êtes suspendu si vous avez un coup d'État. »

La position plus agressive de l'UA concernant le maintien de l'ordre sur le continent a conduit à un nombre croissant de missions sous conduite africaine, notamment la Force multinationale mixte (FMM) dans la région du lac Tchad.

« Le maintien de la paix est l'un des aspects les plus sous-estimés de ce dont nous parlons, déclare le Dr Khisa. Il est incroyablement important. »

Par exemple, les soldats participant à la FMM sont formés dans la coopération civilo-militaire (CIMIC), qui prépare les soldats à s'engager constructivement avec les civils confrontés par les déplacements, le manque de confiance dans l'armée et les crises humanitaires.

Les responsables de la FMM ont écrit dans un e-mail envoyé à ADF : « Étant donné la nature de la menace (une insurrection asymétrique active parmi les populations civiles), la force militaire à elle seule s'est avérée insuffisante. La CIMIC permet aux soldats de bien comprendre les dynamiques locales, d'élaborer des relations avec les civils et de coordonner plus efficacement avec les agences humanitaires. Ces capacités ne sont pas seulement des "compétences génériques", ce sont des outils essentiels au succès de la mission. »

En plus de donner aux troupes de la FMM un avantage tactique, la CIMIC peut aussi transformer l'image et l'impact de la force dans la région, et servir de fondation pour une stabilité régionale plus vaste, en permettant aux communautés de se reconstruire et de résister aux menaces du futur, disent les responsables de la force.

Dans certains cas, les missions de maintien de la paix ont servi d'avertissement aux chefs militaires africains concernant la destruction qui pourrait résulter des violations de la relation civilo-militaire, dit le Dr Khisa.

« Lorsque les officiers de haut rang constatent ce qui se passe dans les autres pays, ils rentrent chez eux avec une attitude et une perception différentes sur ce que devrait être leur rôle », déclare-t-il. Il ajoute que les gardiens de la paix ghanéens qui ont été affectés au Rwanda après le génocide de 1994 donnent un exemple de ce changement.

« Lorsque vous lisez leur expérience, elle a laissé un impact indélébile et durable sur la façon dont ils perçoivent le rôle des forces armées dans leur pays. Le fait que l'armée ne devrait pas être déstabilisatrice. Elle ne devrait



pas conduire le Ghana vers le type de crise qu'ils ont constaté au Rwanda. »

ASSURER DES SERVICES DE POLICE

À mesure que les pays africains améliorent la relation entre les forces armées et les civils, il existe un aspect du secteur de la sécurité qui continue à être négligé : la police locale. Au Nigeria par exemple, l'armée est envoyée pour faire face à des problèmes, tels que des troubles civiques extrêmes, pour lesquels la police, en tant qu'institution de sécurité responsable pour l'application des lois dans le pays, serait plus appropriée.

Les policiers nigériens n'ont pas la formation ou les ressources nécessaires pour faire face à des événements d'insécurité de grande envergure, ce qui entrave leur capacité de réponse, selon le général de brigade Saleh Bala et M. Mvemba Phezo Dizolele, associé principal du Programme Afrique au Center for Strategic and International Studies (CSIS).

Envoyer l'armée au lieu de la police dans les villes africaines sujettes à une croissance rapide peut provoquer des problèmes, écrivent-ils dans un rapport pour le CSIS.

« Dans certaines communautés, les forces armées sont considérées comme un ennemi. Dans d'autres, les gens accueillent toujours l'armée en tant qu'assurance de protection. »

Investir davantage dans les forces locales de

police pourrait aider à améliorer la sécurité tout en maintenant l'armée focalisée sur son mandat visant à protéger le pays contre les menaces étrangères, déclare à ADF Catherine Lena Kelly, directrice de l'engagement au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. La police de proximité peut compléter le rôle de défense nationale de l'armée en identifiant et perturbant les groupes terroristes et en encourageant les efforts de déradicalisation, dit-elle.

« Les policières et policiers de proximité peuvent être une source robuste dans ce sens. Dans un monde parfait, la police démontrerait un degré de professionnalisme égal à celui des forces armées. »

Les observateurs disent que l'évolution en cours des relations civilo-militaires en Afrique promet d'améliorer la stabilité dans un continent marqué depuis longtemps par les coups d'État et les troubles sociaux. Les opportunités de formation poussée et un dévouement pour maintenir l'armée responsable devant les dirigeants démocratiquement élus transforment les forces armées d'Afrique en institutions qui protègent les citoyens plutôt que d'en faire leurs proies.

« Auparavant, les forces armées étaient considérées comme une sorte de bête féroce, déclare le général Forleh du Liberia. Nous avons transformé complètement l'armée pour qu'elle soit une force de bien. » □

Des officiers d'état-major de la Force multinationale mixte rendent visite aux enfants d'un orphelinat de N'Djaména (Tchad).

FORCE MULTINATIONALE MIXTE

« LA FORCE RESTE LE DERNIER RECOURS »





CONVERSATION AVEC LE

MAJOR-GÉNÉRAL FRUCTUEUX GBAGUIDI,

CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE LA DÉFENSE DU BÉNIN

Le major-général Fructueux Gbaguidi, officier de l'Armée de terre avec plus de 35 ans d'expérience, a fait ses études et sa formation dans des établissements de France, de Madagascar, du Sénégal et des États-Unis. Pendant sa carrière dans les Forces armées béninoises (FAB), il a été commandant de la 1ère compagnie de combat du bataillon d'intervention rapide du Bénin, aide-de-camp du chef d'état-major général et commandant du 2ème bataillon interarmes. Il a assumé des rôles de leadership à l'école nationale supérieure de formation pour l'Armée de terre et l'école nationale pour les sous-officiers. Il a servi comme chef d'état-major de l'Armée de terre entre 2016 et 2022 avant d'être nommé à son poste actuel. En septembre 2025, son induction dans le Temple international de la renommée du collège de commandement et d'état-major général de l'Armée de terre des États-Unis a été approuvée. Il a parlé à ADF par vidéo depuis son bureau de Cotonou. Cette conversation a été modifiée pour des raisons de longueur et de clarté, et traduite du français original.

ADF: Historiquement, le Bénin n'a pas été confronté par les menaces des groupes terroristes. Ceci a changé en 2019 avec l'enlèvement des touristes dans le parc national. Au cours des années suivantes, la menace n'a fait que croître. Pourriez-vous décrire comment le Bénin est devenu la cible des groupes terroristes basés au Sahel et comment cette menace a affecté le pays ?

GÉNÉRAL GBAGUIDI: Le Bénin a toujours été un pays de paix mais, malheureusement, en 2021 nous avons commencé à être attaqués. Pendant longtemps, l'ennemi est arrivé au Bénin de manière dissimulée, sans armes ou parfois avec des armes camouflées. Et quand je dis « l'ennemi », je parle des terroristes. Initialement, ils n'ont pas fait du Bénin leur cible prioritaire ; c'était plutôt leur capacité de sévir dans le Sahel qui les importait. Évidemment, dans la recherche de meilleures lignes de communication, dans la recherche de plus d'espace, ils ont commencé à



s'attaquer à nous. Comme vous l'avez décrit, il y eut cet enlèvement de touristes, et au lieu de continuer à être une zone de transit, le Bénin est devenu une cible parce que leur but était de pouvoir permettre les trafics nécessaires pour alimenter ces mouvements, notamment le trafic de cigarettes, le trafic d'essence, le trafic d'or et diverses activités de trafic, jusqu'à la drogue. La mise en place de nos forces a perturbé l'ennemi et ces trafics sont devenus plus

difficiles pour eux. Il était donc nécessaire pour eux de nous attaquer pour pouvoir militairement conquérir ces espaces. Donc voilà comment nous sommes devenus la cible des terroristes du Sahel.

ADF: En 2022, le Bénin a créé l'opération Mirador. Pouvez-vous décrire pourquoi elle a été créée, son objectif et ce qu'elle a accompli ?

GÉNÉRAL GBAGUIDI: Nous avons plusieurs opérations en cours : des opérations pour confronter l'extraction minière illégale, des opérations pour combattre le transit des produits trafiqués. Ayant compris que toutes ces activités illégales avaient le même but de déstabiliser

Le général Gbaguidi s'adresse aux soldats participant à l'opération Mirador dans le Nord du Bénin. FORCES ARMÉES BÉNINOISES



Un lieutenant du 1er bataillon de commandos parachutistes du Bénin étalonne ses jumelles avant un exercice d'entraînement sur le terrain à Ouassa.

COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

notre pays, nous avons décidé de mettre en place une opération unifiée, une opération que nous avons appelée Mirador. Il s'agissait essentiellement de surveillance, et quand on est sur une tour de surveillance ou un mirador, on surveille. Donc nous avons unifié tous les commandements qui étaient au Nord pour créer une seule opération avec un commandant de théâtre. Le théâtre est divisé en 3 grands fuseaux : le Fuseau Nord qui est le département de l'Alibori, le Fuseau Ouest qui est le département de l'Atacora, et le Fuseau Est qui est la frontière avec le Nigeria, c'est-à-dire le Borgou. Il s'agit d'un principe de guerre : c'est l'unicité du combat qui nous permet de faciliter la transmission et l'exécution des ordres que je transmets aux différentes unités sur le terrain. L'ensemble est mis sous le commandement de deux commandants de théâtre qui changent périodiquement, chacun avec son état-major. Mais il y a un état-major centralisé au niveau de Parakou. C'est l'état-major de l'opération Mirador. L'objectif consiste à sécuriser les espaces Nord du Bénin, notamment les parcs qui semblent être les zones privilégiées des groupes terroristes.

ADF: Vous avez mentionné le complexe W-Arly-Pendjari. Pouvez-vous décrire comment les terroristes et les trafiquants s'infiltrèrent dans ces parcs et quelles mesures doivent être prises pour y rétablir la stabilité ?

GÉNÉRAL GBAGUIDI: Oui, les groupuscules ont besoin de se cacher et les sous-bois, les forêts sont des endroits propices pour eux pour pouvoir évoluer, donc ils évoluent en petits groupes, souvent en moto, parfois même à pied, parce qu'ils sont très résilients. Ils évoluent

de campement à campement, avec juste le minimum nécessaire. Ils ont la chance de bénéficier de gîtes parce qu'en Afrique, quand on voit un étranger arriver, même quand on ne le connaît pas forcément, on lui donne à manger et on lui donne le gîte et on ne le dénonce pas, même quand on a l'impression qu'il est de mauvaise moralité. C'est ce qui leur permet d'évoluer de point en point et de se regrouper pour conduire leurs opérations. Nous faisons face à cette menace-là de plusieurs manières parce qu'il faut avoir une approche holistique de la situation. Pour nous, l'approche militaire est la dernière approche. Nous essayons de communiquer avec les différents chefs de village, avec les différents chefs de campement. La force reste le dernier recours.

ADF: Quelles sont les mesures prises pour démanteler les réseaux de trafic et perturber l'économie illicite qui finance les groupes terroristes ?

GÉNÉRAL GBAGUIDI: Nous ne voyons pas les choses en termes de guerre totale. Nous voyons la chose en termes de diverses approches. Dans un premier temps, nous essayons d'identifier ce qui pourrait constituer les frustrations des populations parce que ce sont ces frustrations qui constituent les terreaux que les terroristes utilisent pour pouvoir organiser leurs actions, pour pouvoir avoir du succès sur le terrain. Nous identifions ces frustrations-là, mais également les besoins cruciaux des populations, notamment en termes de services publics, en termes de santé, en termes de routes pour désenclaver les zones afin que très rapidement, et ça le gouvernement l'a compris très tôt, on puisse aller vers ces

populations, leur apporter éventuellement des services publics, des écoles, des besoins primaires de l'homme afin que ces besoins ne constituent pas les terreaux sur lesquels les groupes terroristes viennent s'appuyer pour avoir du succès. Nous n'avons recours à la force qu'en dernier recours. C'est quand on nous attaque que nous ripostons en général. Mais nous essayons en général de privilégier le dialogue, de faire en sorte que les populations puissent parler entre elles et d'éviter que la force précède le dialogue.

ADF: Deux voisins au Nord du Bénin, le Burkina Faso et le Niger, ont connu des coups d'État militaires et ont réduit leur coopération politique et militaire avec les pays d'Afrique de l'Ouest. Comment décririez-vous la collaboration actuelle entre les FAB et les armées de ses voisins du Nord ? Quelle est l'importance de la coopération avec ces pays pour sécuriser les frontières communes ?

GÉNÉRAL GBAGUIDI: Pour les coups d'État dans le Sahel, les pays sont souverains, ils ont décidé de se retirer de la CEDEAO [Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest], c'est une décision complètement souveraine que je ne commenterai pas. Cependant, entre soldats, vous savez, nous continuons quand même à échanger. Dans les écoles béninoises, il y a des stagiaires des pays que vous avez cités, notamment le Niger, le Burkina et bien d'autres pays africains parce que notre vision du panafricanisme, c'est être avec tous les Africains, c'est rendre la vie facile aux Africains. Nous recherchons la coopération, ce sont nos frères d'armes. Parfois ça marche, parfois ça ne marche pas. Je suis persuadé que, avec le temps, les choses vont rentrer dans l'ordre. Mais c'est important que nous puissions nous parler, que nous

puissions ensemble faire face au terrorisme parce que le terrorisme se joue justement de nos frontières. Quand vous considérez leur zone d'action, ce sont les frontières, ce sont les zones grises que nous contrôlons difficilement. Les groupes terroristes travaillent en synergie. Ils ne connaissent pas de frontière, ils travaillent en réseau. Alors si nous restons isolés, nous sommes tous perdants. Voilà pourquoi moi, à ma prise de commandement, je me suis rendu dans tous les pays qui font frontière avec le Bénin pour leur expliquer ma vision des choses, en ce sens que nous devons continuer à échanger des informations, notamment en termes de renseignements, en termes d'appui mutuel, en termes de poursuites sur le territoire de l'autre. J'ai été compris au départ, mais comme vous l'avez dit, il y a une nouvelle donne, une nouvelle donne qui n'a pas tout rompu mais qui pourrait être améliorée en ce sens que nous pourrions mieux nous entendre pour pouvoir faire face aux terroristes.

ADF: Comment les FAB ont-elles œuvré pour instaurer la confiance avec les civils des communautés du Nord touchées par le terrorisme ? Comment la sensibilisation des civils contribue à la mission antiterroriste ?

GÉNÉRAL GBAGUIDI: Avec les populations civiles, nous sommes en synergie permanente, nous échangeons des informations, nous leur parlons. Nous leur expliquons la nouvelle situation sécuritaire et nous maintenons ce dialogue-là pour leur expliquer tout ce qui change. Nous conduisons également des actions civilo-militaires avec ces populations-là pour gagner les cœurs et les esprits comme on a l'habitude de dire. L'approche dans la lutte contre le terrorisme doit être une approche générale, elle doit être une approche globale et



Le général Gbaguidi s'adresse aux soldats participant à l'opération Mirador dans le Nord du Bénin.

FORCES ARMÉES BÉNIÑOISES

de premier plan, ce sont les populations civiles que nous devons impacter pour qu'elles comprennent que nous ne sommes en guerre contre personne et que nous ne faisons que sauvegarder l'intégrité de notre territoire. L'une des actions que nous avons également eu à mener, c'est d'effectuer des recrutements dans ces communautés-là, parce qu'elles connaissent le terrain. Ces jeunes que nous recrutons dans ces communautés frontalières connaissent leurs frères et leurs sœurs, connaissent les populations et nous sommes acceptés quand nous arrivons dans ces localités, quand nous parlons les mêmes langues que ces populations. Il y a aussi les actions civilo-militaires, nous conduisons des séances de vaccination, que ce soit pour les hommes ou pour le bétail, pour les troupeaux, troupeaux de moutons, troupeaux de bœufs, etc. Nous soignons les populations. Nous apportons ce qui manque réellement dans ces zones-là pour que les populations comprennent que nous sommes de leur côté et qu'il s'agit seulement de protéger le Bénin et pas d'autre chose.

ADF: Quel rôle pensez-vous que les civils peuvent jouer dans la victoire contre le terrorisme ? Pensez-vous qu'ils peuvent être formés efficacement en tant que gardes, vigiles ou comme réseau d'alerte précoce capable d'avertir les autorités des menaces dans les zones reculées ?

GÉNÉRAL GBAGUIDI: Vous savez le Bénin n'a ni ennemi éternel ni allié permanent. Nous faisons les choses en utilisant le renseignement situationnel et les populations civiles sont les plus concernées dans la lutte contre le terrorisme puisque ce sont elles qui sont les plus directement impactées. C'est pourquoi nous allons en priorité vers ces populations-là, et pourquoi elles viennent de manière spontanée nous parler en cas de changement

dans la sociologie de leur zone, quand il y a de nouvelles populations qui viennent s'installer, même quand il y a de simples réfugiés. Nous sommes immédiatement au courant parce que les populations ont compris que cette lutte-là les impacte en premier et nous sommes persuadés que tout en respectant les droits de l'homme, tout en respectant les différentes règles établies, nous allons continuer à gagner les cœurs de nos populations afin que cette lutte que nous menons au nom du Bénin soit une lutte juste qui les impacte positivement et qui ne perturbe pas leur quotidien.

ADF: En 2015, le Bénin a rejoint la Force multinationale mixte (FMM), bien qu'il ne soit pas présent dans le bassin du lac Tchad. Pourquoi le pays a-t-il jugé important de faire partie de cette coalition ?

GÉNÉRAL GBAGUIDI: En stratégie, celui qui se donne le plus de chances, c'est celui qui comprend, celui qui voit venir, celui qui anticipe.

Les groupes qui sévissent dans le bassin du lac Tchad sont les mêmes groupes qui aujourd'hui nous frappent au Bénin. Alors les dirigeants politiques du moment ont eu la présence d'esprit et l'intelligence de bien comprendre la situation et de se dire : « Nous devons anticiper et aller vers les frères qui sont en train de lutter dans le lac Tchad », parce que nous avons senti que cette menace était en train de descendre vers nous. Et c'est le cas aujourd'hui. Donc c'est dans l'anticipation que nous avons décidé de rejoindre la FMM. Nous y sommes toujours et nous y prenons de plus en plus une place prépondérante. Dans les prochains jours, un nouveau secteur sera au Bénin, c'est à dire l'Est du Bénin, parce que les groupes qui sévissent dans le lac Tchad descendent jusqu'au Nord-Est du Bénin pour frapper. Donc



Un lieutenant de peloton béninois utilise un diagramme sur table de sable pour discuter des affectations d'équipe pendant l'entraînement.

COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES
DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE



Les soldats du 1er bataillon de commandos parachutistes du Bénin se préparent à traverser une zone dangereuse pendant un exercice d'embuscade à Ouassa.

COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES
DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

c'est une mesure d'anticipation qui nous a fait entrer dans la FMM et pour éviter la tâche d'huile, cette tâche d'huile-là qui n'a pas encore été stoppée de manière décisive, mais qui a été freinée et qui n'est pas venue avec la violence avec laquelle elle a envahi les autres pays. Nous espérons que les années à venir, les mois à venir, les semaines à venir, nous ferons beaucoup mieux dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

ADF: Malgré les efforts des FAB, la menace terroriste ne montre aucun signe d'affaiblissement. Que faut-il faire au niveau national et régional pour répondre à cette menace ?

GÉNÉRAL GBAGUIDI: Nous sommes dans une guerre asymétrique dans laquelle des terroristes sont engagés, donc c'est une guerre qui est doublement floue. Ce sont des groupes qui frappent, puis qui se retirent dans l'obscurité. Il faut déjà se muscler sur le plan national et ensuite rechercher la synergie avec les pays voisins pour ne pas donner la chance aux groupes terroristes de se retirer dans un pays après avoir opéré dans un autre. C'est d'abord une stratégie nationale qui inclut les populations civiles pour bien y faire face sur le plan national. C'est ensuite dans un deuxième échelon une organisation régionale, comme je l'ai toujours recherché. Il n'est pas nécessaire d'avoir une force régionale mais il suffit d'avoir une entente régionale avec des stratégies communes, avec des objectifs définis, avec des buts bien assortis. Quand tout ça est mis en place, le terrorisme a de moins en moins de chance. Je crois qu'il faut d'abord se donner les moyens sur le plan national et ensuite rechercher une synergie internationale pour

pouvoir ensemble éviter que le terrorisme puisse aller d'une frontière à une autre.

ADF: Dans les années à venir, que faudra-t-il faire selon vous pour moderniser et professionnaliser davantage les FAB ? Quels sont vos principaux objectifs ?

GÉNÉRAL GBAGUIDI: Nous avons plusieurs lignes majeures d'opération pour bâtir une armée comme nous le voulons. La première ligne d'opération, c'est unifier nos ressources humaines, faire en sorte que les groupes qui interviennent soient des groupes vraiment spécialisés, des groupes rompus à la tâche pour pouvoir de manière décisive empêcher l'ennemi de saisir l'initiative.

La deuxième ligne d'opération, c'est l'équipement. Nous continuons à nous équiper parce qu'il y a quatre ans, nous n'étions pas à ce niveau-là, nous étions très loin de ce que nous sommes aujourd'hui. Nous devons continuer à équiper les FAB et à les entraîner sur les équipements que nous aurons acquis pour pouvoir accomplir les missions qui sont les nôtres.

La troisième ligne d'opération est une ligne majeure. C'est le rôle déterminant que doivent jouer les populations locales. Et ça, c'est dans l'interaction que nous avons avec eux, c'est dans notre capacité à leur apporter les services qu'il faut, c'est dans notre capacité à satisfaire aux besoins qui vont les empêcher de vivre dans le dénuement et de donner la chance aux terroristes de venir les retourner. C'est les désenclaver, c'est leur apporter les soins primaires, leur permettre de se loger, de se nourrir, de se soigner. Si ces lignes d'opération sont bien suivies, je crois que le terrorisme a très peu de chance de prospérer. □



PRÉSERVER LA SITUATION



L'OPÉRATION MIRADOR DU BÉNIN

VOIE À REPOUSSER
UN DÉFERLEMENT
D'ATTAQUES SUR SA
FRONTIÈRE NORD

PERSONNEL D'ADF

LORS d'un
exercice
exténuant de huit jours
dans trois départements
de la zone Sud du Bénin,
les membres de la Garde
nationale ont été poussés
jusqu'à leur limite.

Ils ont sauvé des otages, réprimé des insurrections et repoussé des embuscades. Ils ont descendu des falaises en rappel, traversé des parcours de cordes suspendues et sauté depuis des hélicoptères stationnaires sur l'eau.

Les scénarios étaient fictifs mais la vraie épreuve s'est présentée peu après. Parmi les 560 soldats qui s'entraînaient en juillet 2025, un grand nombre allait être déployé dans le Nord du pays pour participer à l'opération Mirador, la mission militaire du pays dans le but de contrôler une menace terroriste croissante.

Le colonel Faizou Gomina, chef de la Garde nationale, a déclaré : « Ils s'entraînent, développent des réflexes, se confrontent aux réalités du terrain afin d'être plus aguerris avant leur déploiement dans la zone opérationnelle, qui est programmé pour les prochaines semaines. »

Les soldats du 1er bataillon de commandos parachutistes du Bénin s'entraînent à Ouassa en compagnie des forces spéciales des États-Unis. ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

Les enjeux ne pourraient pas être plus grands pour le pays, qui affronte la menace existentielle du terrorisme basé au Sahel. Le Bénin a subi une hausse régulière d'attaques depuis 2019, lorsque les terroristes avaient enlevé un guide et deux touristes au parc national de la Pendjari. En 2024, le pays a été sujet à des attaques terroristes ayant conduit à 153 décès. En 2025, on anticipe que ce chiffre augmentera. Deux attaques horribles contre des installations militaires ont déjà tué plus de 80 soldats.

Ces attaques répétées démontrent que les terroristes, et tout spécialement le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), sont déterminés à établir une base dans le pays. La Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo, voisins du Bénin sur le littoral, affrontent aussi un déferlement d'incursions par les groupes sahéliens. La violence a secoué une nation qui n'avait subi aucune attaque terroriste pendant les soixante premières années de son existence, mais qui est désormais numéro 26 sur la liste mondiale des pays les plus impactés par le terrorisme.

Le chercheur béninois Oswald Padonou a déclaré à Jeune Afrique : « L'ampleur des attaques et le nombre de morts du côté béninois ont eu l'effet d'une onde de choc parce que nous n'avons pas été habitués à ce niveau de violence. Cela donne le sentiment d'une perte de contrôle. »

MIRADOR PREND FORME

L'opération Mirador lancée en 2022 a pour objet de renforcer la présence militaire sur la frontière Nord du Bénin avec le Burkina Faso et le Niger. Elle est conçue pour restaurer la sécurité dans le complexe W-Arly-Pendjari (WAP) de parcs nationaux qui chevauche les trois pays et offre un refuge pour les groupes terroristes et les trafiquants.

Mirador est pourvue d'environ 3.000 soldats positionnés dans huit bases opérationnelles avancées et avant-postes fortifiés dans le Nord du pays. Des soldats additionnels sont sujets à des rotations saisonnières

dans la région affectée, et il existe des gardes de sécurité locaux entraînés pour soutenir la collecte du renseignement. Les Forces armées du Bénin (FAB) ont aussi créé une unité de la Garde nationale et des Forces spéciales pour soutenir l'opération.

Les forces armées se sont associées à d'autres pays pour obtenir du matériel tels que les hélicoptères, les drones et les véhicules blindés pour les combats. Le Bénin a augmenté son budget de la défense de 60 % entre 2022 et 2024 et a annoncé un effort de recrutement spécial pour accroître ses effectifs militaires de 5.000 soldats supplémentaires.

Le président béninois Patrice Talon a déclaré dans une allocution de 2022 au pays : « Tous ces investissements ont pour objectif de favoriser une projection plus rapide et aisée de nos hommes sur les théâtres nécessitant leur intervention. En clair, il s'agit de fortifier le pays et de garantir une sécurité optimale à tous. »

La mission a enregistré certains succès. En février 2025, l'armée a repoussé une attaque et tué 17 terroristes qui menaçaient la localité de Banikoara. Les soldats ont aussi démantelé des cellules terroristes actives dans le parc national de la Pendjari et ont confisqué des armes, du matériel de fabrication de bombe, des téléphones et des talkies-walkies.

Mais ces gains ont eu un coût élevé. Selon une estimation, 217 soldats sont morts au combat dans le Nord depuis le début de l'opération. Le 17 avril 2025, l'attaque du GSIM qui avait tué 54 soldats a conduit à une effusion d'émotions et de critiques de la part de la population.

Mais certains disent que ces

Des membres de la Garde nationale participent à l'exercice Bouclier dans le Sud du Bénin. Cet exercice intense et à grande échelle est conçu pour préparer les soldats au déploiement vers le Nord.

À droite : Les Forces armées béninoises organisent une clinique vétérinaire pour les éleveurs de Pingou, Nodi et Dassari.

FORCES ARMÉES BÉNINOISES





mêmes pertes démontrent la résistance farouche à laquelle les djihadistes font face alors qu'ils essaient d'avancer vers le Sud. Le colonel Raoufou Assouma, commandant du groupe tactique interarmées du Fuseau Ouest, a déclaré au journal *Le Monde* : « Notre mission n'est pas d'attendre que la menace arrive. Il faut aller la débusquer et la neutraliser là où elle se trouve. »

GAGNER LE SOUTIEN DES CIVILS

Dès le début, les FAB ont reconnu qu'elles ne gagneraient pas la lutte en utilisant uniquement la force militaire. La région distante du Nord du Bénin est sous-développée, avec des routes et des ponts en nombre limité, peu d'industries et un accès faible aux services de base tels que les soins médicaux. Les habitants de la région font peu confiance au gouvernement central. Les groupes terroristes, y compris certains qui ont des liens ethniques

avec le peuple, essaient d'exploiter cette situation.

« Le sentiment d'abandon est si puissant que les terroristes sont souvent considérés comme des sauveurs, du fait de la grande quantité d'argent qu'ils dépensent, par exemple pour creuser un puits dans un village ou pour rémunérer les jeunes gens pour leur travail », déclare le sociologue Paul Affanmin au magazine *Le Point*.

Les FAB essaient de changer cette perception par le biais d'événements vétérinaires pour traiter le bétail des éleveurs, de cliniques médicales gratuites et de sessions d'écoute pour promouvoir le dialogue avec les civils. En mai 2025, les vétérinaires ont traité 4.000 têtes de bétail dans plusieurs villages de la commune de Matéri et des

Un soldat du 1er bataillon de commandos parachutistes du Bénin couvre son secteur lors d'un exercice d'entraînement interarmées combiné à Ouassa.

ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

« RESTEZ SEREINS. CONTINUEZ À FAIRE LE JOB COMME VOUS LE FAITES DÉJÀ, SINON MIEUX, POUR NOTRE HONNEUR EN TANT QUE SOLDATS. VOUS ÊTES LES MEILLEURS. »

~ Major-général Fructueux Gbaguidi, chef d'état-major de la Défense du Bénin



Un policier et un soldat béninois stoppent une moto à un point de contrôle à l'extérieur de Porga, près de la frontière avec le Burkina Faso.

THE ASSOCIATED PRESS

soins médicaux ont été offerts à 1.700 patients du département de l'Atacora.

Fortunet Alain Nouatin, ministre de la Défense du Bénin, a déclaré : « Pendant longtemps le mythe de l'uniforme faisait peur aux gens. Il est nécessaire pour l'armée de se placer au cœur de la population. Avec les événements médicaux gratuits, elle gagne la sympathie de la population et, d'une façon indirecte, elle leur donne confiance en nous pour qu'ils puissent nous fournir des informations utiles. »

Les Forces armées ont créé des comités civilo-militaires en coordination avec les responsables locaux et les chefs traditionnels. Ces comités offrent un forum pour que le public aide l'armée à identifier les priorités de sécurité et pour permettre aux personnes d'exprimer leurs préoccupations et de fournir leurs conseils. Lors de la première réunion de comité dans la commune d'Atacora en juin 2025, l'une des parties prenantes a déclaré que l'idée de cet événement était de « construire ensemble la sécurité, d'écouter, d'agir et d'avancer collectivement ».

« Ces projets traduisent une volonté manifeste de restaurer la confiance entre les forces de défense et les communautés, dans un esprit de complémentarité et de co-construction de la sécurité », a déclaré au Point le lieutenant Mardochée Avlessi, médecin militaire chargé du comité civilo-militaire de Matéri.

Les efforts de l'armée et du gouvernement soutiennent des programmes internationaux visant à appuyer les régions frontalières, notamment le projet de cohésion sociale des régions Nord du golfe de Guinée, financé par la Banque mondiale. Ce programme de 33 millions de dollars est conçu pour développer la résilience des communautés frontalières par l'amélioration des services et de la sécurité alimentaire et la promotion de la réforme agraire. On estime que le projet assiste plus d'un demi-million de personnes au Bénin.

UNE RÉGION FRACTURÉE

Les partenariats fracturés de la sécurité au Sahel ont entravé la lutte du Bénin contre le terrorisme. Après leur coup d'État, le Niger et le Burkina Faso ont quitté la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, ce qui a limité la capacité du Bénin pour collaborer et partager le renseignement avec ses voisins du Nord. Les forces béninoises n'ont plus le droit de poursuivre les terroristes qui fuient en franchissant la frontière. Les responsables béninois se sont plaint que les groupes terroristes avaient une « liberté totale » sur plus de 100 km à l'intérieur du territoire du Burkina Faso. Ils peuvent lancer des attaques et battre en retraite en toute sécurité sans crainte d'être poursuivis.

Wilfried Houngbédji, porte-parole du gouvernement du Bénin, a déclaré au Point : « Notre situation serait plus facile si nous avions une meilleure coopération avec les pays qui nous entourent. Si, de l'autre côté de la frontière, il existait un effort au moins comme le nôtre, ces attaques ne se dérouleraient pas ainsi. »

Seidik Abba, chercheur de la sécurité au Sahel, pense

que les groupes terroristes incitent intentionnellement la méfiance entre les pays voisins.

Il déclare à la BBC : « Les terroristes ... savent qu'il y a des difficultés entre les différents pays de la région, et ils en profitent pour faire avancer leur agenda. C'est dans l'intérêt des djihadistes de faire de la menace un enjeu transnational, un défi qui dépasse une seule frontière ».



L'armée béninoise organise une clinique médicale à Taiacou dans le cadre des comités civilo-militaires créés par l'opération Mirador pour soutenir les habitants du Nord du Bénin. FORCES ARMÉES BÉNIÑOISES

Le complexe WAP s'étend sur 27.000 km carrés dans les trois pays. Des données fournies par le projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data) montrent qu'entre 2023 et 2025 le GSIM a consolidé ses gains dans l'Est du Burkina Faso et le Sud-Ouest du Niger, y compris dans le parc, en utilisant la zone comme base de lancement pour avancer vers le Sud. ACLED avertit que, sans coopération ou coordination entre les pays, l'expansion pourrait continuer et « refaçonner fondamentalement le panorama de la sécurité dans cette sous-région ».

Les dirigeants des FAB savent que leur responsabilité avec Mirador consiste à stopper cette avancée vers le Sud des extrémistes à tout prix. Pendant sa visite de la ligne de front en 2024, le major-général Fructueux Gbaguidi, chef d'état-major de la Défense du Bénin, a exhorté les soldats à continuer la lutte.

« Restez sereins. Continuez à faire le job comme vous le faites déjà, sinon mieux, pour notre honneur en tant que soldats. Vous êtes les meilleurs, a dit le général. Parce que quand on voit dans la sous-région ce qui se passe, quand on voit votre capacité de résilience, quand on voit votre capacité à faire face, pour moi il n'y a rien à dire, il n'y a pas mieux que vous, et nous devons maintenir ce tempo, continuer sur cette lancée. Bon courage à tous et la lutte continue. » □

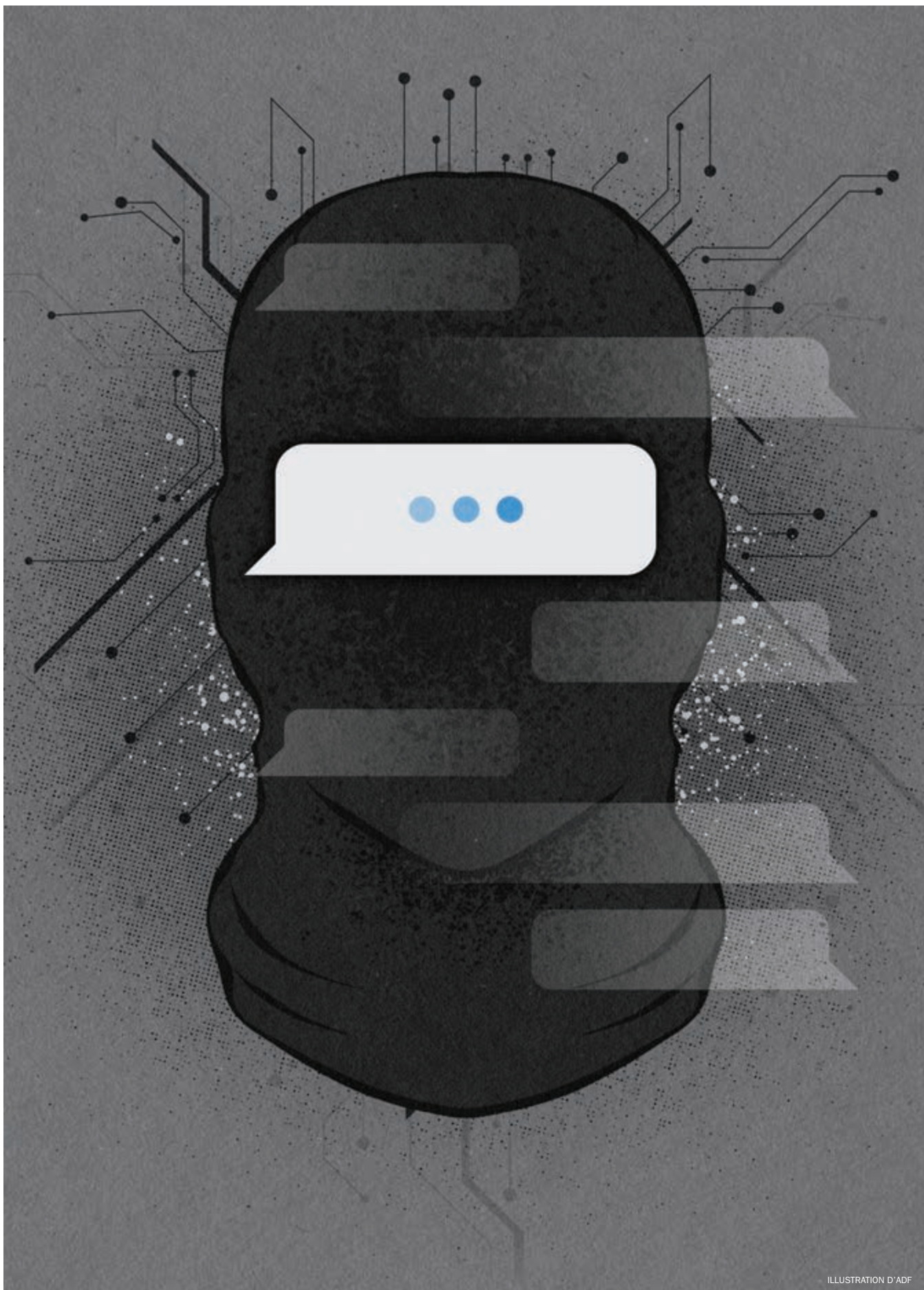


ILLUSTRATION D'ADF

DES MENACES DANS LA MACHINE

LES GROUPES TERRORISTES BRANDISSENT L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE POUR RECRUTER ET ENVOYER DES MESSAGES ; LA MILITARISATION POURRAIT SUIVRE

PERSONNEL D'ADF

Les terroristes de l'État islamique et d'Al-Qaïda exploitent la technologie des réseaux sociaux depuis plus de dix ans pour recruter et propager leur propagande auprès d'un auditoire mondial. Aujourd'hui, ceux-ci et d'autres groupes profitent de nouveaux outils qui peuvent booster les messages et peut-être les aider à planifier des attaques.

L'intelligence artificielle permet aux terroristes de produire une propagande gominée qui prolifère sur



L'adoption des applications de réseaux sociaux par les terroristes et les criminels a été précoce. De même, ces derniers ont employé rapidement les applis de l'IA pour améliorer leur utilisation des réseaux sociaux. ILLUSTRATION D'ADF

« Contrairement aux recruteurs humains, les chatbots basés sur l'IA peuvent fonctionner en continu sur de multiples plateformes en engageant des conversations qui imitent les interactions humaines. Le danger d'un recrutement passif grâce à l'emploi malveillant de l'IA est extrême. »

~ Fabrizio Minniti, chercheur pour le Military Centre for Strategic Studies

diverses plateformes sans nécessiter beaucoup de personnel ou de ressources. La technologie d'audio deepfake, la manipulation des vidéos et des photos, et la capacité de génération de textes aident les terroristes à fausser la réalité et lui donner une nouvelle signification, en remplaçant les tâches fastidieuses de taper sur le clavier de longs articles ou produire des vidéos en partant de rien.

Les outils IA peuvent traduire rapidement des fichiers audio en langues multiples et même imiter la voix des personnes connues, notamment les célébrités et les politiciens. AFP/GETTY IMAGES

Les outils utilisés aujourd'hui par les terroristes peuvent aussi être employés par leurs sympathisants, pour multiplier et amplifier la portée des messages extrémistes avec un coût ou des efforts faibles ou inexistants.

La technologie IA peut facilement placer des mots dans la bouche des célébrités, politiciens ou autres personnes connues du monde réel. Les applications informatiques gratuites axées sur l'IA peuvent imiter la voix, créer des clips vidéo de qualité professionnelle et habiliter les terroristes à créer des reportages d'infox. Ceci peut transformer la diffusion de la propagande et stimuler le recrutement.

« La question prédominante est la suivante : nos défenses évoluent-elles aussi vite que les menaces axées sur l'IA ? »

~ **Abdul-Hakeem Ajjola** du Nigeria, président du groupe d'experts en cybersécurité de l'Union africaine

« Contrairement aux recruteurs humains, les chatbots basés sur l'IA peuvent fonctionner en continu sur de multiples plateformes en engageant des conversations qui imitent les interactions humaines », selon un article du 11 avril 2025 de Global Network on Extremism and Technology (GNET) par Fabrizio Minniti. Ces chatbots à IA peuvent aussi analyser le comportement et adapter leurs réponses en fonction de l'idéologie et des vulnérabilités des personnes. « Le danger d'un recrutement passif grâce à l'emploi malveillant de l'IA est extrême », écrit-il.

L'IA est nouvelle et polyvalente, à tel point que peu de pays ont préparé des politiques ou des réponses pour confronter les menaces qu'elle représente. Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) a tenu six webinaires entre février et avril 2025 pour faire face aux défis et aux opportunités de l'IA. Abdul-Hakeem Ajjola du Nigeria, président du groupe d'experts en cybersécurité de l'Union africaine, a déclaré dans un webinaire du 21 février : « La question prédominante est la suivante : nos défenses évoluent-elles aussi vite que les menaces axées sur l'IA ? »

LES APPLICATIONS TERRORISTES DE L'IA GÉNÉRATIVE

Tech Against Terrorism a défini des classes de risque selon l'emploi de l'IA générative par les terroristes.



Reproduction médiatique

Les terroristes peuvent produire des milliers de variantes malveillantes à partir d'une seule image ou vidéo, ce qui peut contourner les mécanismes de détection automatiques.



Traduction multilingue automatisée

Après la publication d'un message, les terroristes pourraient traduire leur propagande textuelle en langues multiples, en surchargeant ainsi les efforts manuels de détection.



Propagande pleinement synthétique

Les terroristes pourraient produire un contenu entièrement artificiel, par exemple des discours, des images et des environnements interactifs, afin de surcharger les efforts des modérateurs.



Recyclage des variantes

Les terroristes pourraient utiliser l'IA générative pour redéfinir une ancienne propagande de façon à échapper aux efforts de détection précédents.



Propagande personnalisée

Les outils IA pourraient personnaliser les messages pour mieux cibler le recrutement de groupes démographiques spécifiques.



Subversion du modérateur

L'IA pourrait concevoir une propagande spécifiquement élaborée pour contourner les efforts des modérateurs.

Bien que l'IA générative présente des risques entre les mains des terroristes, elle offre aussi des opportunités pour devancer la menace. La coopération et l'innovation aideront les responsables à comprendre les vulnérabilités de l'IA et offrir des solutions proactives pour atténuer les menaces.

Source : Tech Against Terrorism

ILLUSTRATION D'ADF

UN « CADEAU » AUX TERRORISTES

Les plateformes des réseaux sociaux donnent automatiquement aux articles affichés qui sont produits par l'IA une portée globale et la capacité de devenir viraux, ce qui se produit souvent avec des memes et des vidéos comiques, plus inoffensifs. Les groupes terroristes n'hésitent pas à employer des applis populaires telles que TikTok pour les danses à la mode et les vidéos mousseuses. Boko Haram et la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (PAOEI) utilisent déjà cette plateforme dans le bassin du lac Tchad pour accueillir des programmes en direct et répondre aux questions des usagers, déclare Bulama Bukarti, analyste de sécurité avec le Tony Blair Institute for Global Change, à Channels Television.

« Une production qui jadis nécessitait plusieurs semaines, même plusieurs mois pour passer entre les mains des scénaristes, éditeurs, éditeurs vidéo, traducteurs, graphistes et narrateurs peut aujourd'hui être créée avec des outils IA par une seule personne en quelques heures. »

~ Rita Katz, directrice et co-fondatrice du SITE Intelligence Group



ChatGPT est seulement l'une des applis facilement accessibles en nombre croissant qui peuvent être utilisées par la propagande terroriste et la messagerie sur les réseaux sociaux. ILLUSTRATION D'ADF

Un rapport de mai 2024 du SITE Intelligence Group par Rita Katz dit qu'il serait difficile d'exagérer l'importance du cadeau de l'IA aux terroristes à cause de leur dépendance à l'égard des médias. « Une production qui jadis nécessitait plusieurs semaines, même plusieurs mois pour passer entre les mains des scénaristes, éditeurs, éditeurs vidéo, traducteurs, graphistes et narrateurs peut aujourd'hui être créée avec des outils IA par une seule personne en quelques heures. »

« Nos recherches ont prédit exactement ce que nous observons : les terroristes déploient l'IA pour accélérer leurs activités existantes plutôt que de révolutionner leurs capacités opérationnelles. »

~ **Adam Hadley**, fondateur et directeur exécutif de Tech Against Terrorism

Les agents de Daech sont fascinés par l'IA, à tel point qu'ils l'ont utilisée pour créer un programme médiatique appelé News Harvest afin de diffuser des vidéos de propagande. Les émissions montrent des présentateurs d'actualité générés par l'IA qui discutent des opérations de Daech, chacun créé avec des outils IA conviviaux à prix réduit, écrit Mme Katz.

Les outils utilisés aujourd'hui par les terroristes peuvent aussi être employés par leurs sympathisants, pour multiplier et amplifier la portée des messages extrémistes avec un coût ou des efforts faibles ou inexistantes. Les observateurs anticipent que, à mesure que les applis disponibles gratuitement sont combinées à la technologie IA en évolution rapide, les menaces ne feront que croître, et forceront les agences de sécurité à faire du rattrapage, selon le reportage du Guardian en juillet 2025.

« Nos recherches ont prédit exactement ce que nous observons : les terroristes déploient l'IA pour accélérer leurs activités existantes plutôt que de révolutionner leurs capacités opérationnelles », déclare au Guardian Adam Hadley, fondateur et directeur exécutif du groupe Tech Against Terrorism qui œuvre pour perturber les activités terroristes en ligne.

Les données révèlent que les terroristes sont pleinement conscients du pouvoir et de la capacité qu'ils ont au bout des doigts. Par exemple, Daech a publié un guide en 2023 sur la façon d'utiliser l'IA générative en toute sécurité, selon le Soufan Center. En février 2024, un groupe médiatique associé à

Al-Qaïda et appelé Islamic Media Cooperation Council a annoncé un atelier IA, selon Mme Katz.

RÉGLEMENTATION ET RÉPONSE

Jusqu'à présent, les outils IA ont aidé les groupes terroristes à fournir aux campagnes de propagande et de communication une puissance productive et une portée. Mais certains observateurs pensent que la technologie pourrait aussi être employée bientôt pour les attaques.

Steve Stalinsky, directeur exécutif de l'Institut de recherche des médias du Moyen-Orient, écrit pour le Forbes Nonprofit Council en juin 2025 que certains groupes et certaines personnes parlent déjà d'utiliser l'IA pour organiser des soulèvements contre les gouvernements, fabriquer des armes de destruction massive et développer des systèmes d'arme tels que « les drones et les voitures piégées autopropulsées ».

Selon lui, le moment est venu pour l'industrie IA de convenir des meilleures pratiques et normes pour empêcher l'utilisation par les terroristes. La plupart des plateformes et outils en ligne publient des conditions de service qui empêchent les usagers de s'engager dans un comportement abusif, criminel ou autrement nuisible, mais la répression a toujours présenté un défi. Les chefs de l'industrie n'ont pas empêché la propagation du terrorisme et de la haine, écrit-il. Il faudra donc que les gouvernements travaillent avec l'industrie sur la prévention.

En 2024, l'UA a adopté sa Stratégie continentale sur



Les plateformes de réseaux sociaux telles que X peuvent atteindre de vastes auditoires avec un contenu produit par l'IA, en donnant aux terroristes des moyens rapides et peu coûteux de diffuser la propagande dangereuse et les discours de recrutement. ILLUSTRATION D'ADF



« Vous devez investir. Je pense que l'Afrique doit prendre certaines décisions. Diriger ou être dirigée ? Vous devez investir, c'est le seuil final. »

~ **Abdul-Hakeem Ajijola** du Nigeria, président du groupe d'experts en cybersécurité de l'Union africaine

l'intelligence artificielle pour orienter la gouvernance de l'IA en Afrique, mais le contre-terrorisme n'est pas l'une de ses priorités énoncées, selon un article de juin 2025 par Brenda Mwale, juriste et experte dans les lois du contre-terrorisme, pour GNET. Elle écrit que les autorités, à mesure qu'elles continuent à évaluer les risques de sécurité posés par l'IA, « devraient aussi faire attention aux tendances émergentes liées à l'exploitation de l'IA par les terroristes ».

Il reste à voir comment les pays vont répondre. Entre-temps, attendez-vous à ce que les menaces de sécurité de l'IA s'aggravent avant de s'améliorer, déclare M. Ajijola dans le webinar du CESA.

Akoh Baudouin, contact national et responsable de la sécurité pour le Programme de développement des Nations unies au Cameroun, a dit au webinar que les forces de sécurité d'Afrique doivent d'abord comprendre comment l'IA est utilisée dans les différentes menaces de sécurité. Elles doivent être ensuite proactives et adaptatives pour y répondre, notamment à l'aide de mesures de contre-propagande.

M. Ajijola convient qu'il est crucial d'être proactif.

Ci-dessus : Un Sénégalais explique comment il utilise un site web d'invites IA pour créer des scènes de manifestation qui peuvent être employées pour des affiches et des articles de réseaux sociaux. AFP/GETTY IMAGES

Les pays africains, consommateurs passifs de la technologie IA, devront devenir des chefs de file actifs du développement et des stratégies de sécurité axés sur l'IA. Ceci pourrait être lancé au niveau de l'UA et des organismes régionaux, en s'assurant que les pays rédigent, promulguent et harmonisent des lois sur la sécurité IA. Ensuite, les forces de police et de sécurité devront apprendre des défenses et des analyses numériques axées sur l'IA et combiner leurs forces de façon à permettre le partage du renseignement, la signature des accords de sécurité et la coopération.

Tout cela sera onéreux, mais le coût de la sécurité africaine transcende l'argent. « Vous devez investir, déclare M. Ajijola. Je pense que l'Afrique doit prendre certaines décisions. Diriger ou être dirigée ? Vous devez investir, c'est le seuil final. » □



LES FORCES GABONAISES

S'ENTRAÎNENT POUR ACQUÉRIR DES COMPÉTENCES TACTIQUES

PERSONNEL D'ADF

Les Forces armées du Gabon, y compris les membres de l'unité tactique de la Gendarmerie, le 1er bataillon de parachutistes du Gabon et la section spéciale d'intervention de la Garde républicaine, ont achevé plusieurs semaines de formation conjointe d'échange combiné à Libreville à la fin juin 2025. Les soldats gabonais ont travaillé avec le personnel du 3ème groupe (aéroporté) des forces spéciales de l'Armée de terre des États-Unis pour renforcer les compétences tactiques, l'interopérabilité et les partenariats de longue date. Lors d'un exercice, le personnel gabonais s'est avancé à travers une couverture de fumée pour simuler la descente sur un bâtiment. Dans un autre, les membres du

régiment de parachutistes ont utilisé un modèle terrestre pour planifier les mouvements. Le député adjoint de la mission David Mosby de l'ambassade des États-Unis au Gabon a déclaré : « Cet entraînement a été axé autour de l'interopérabilité, du leadership et de la confiance. Il a inclus les tactiques des petites unités, les soins médicaux et le développement des sous-officiers, leaders indispensables qui forment l'ossature des armées modernes. » Pendant cet échange, les deux forces se sont entraînées dans des exercices tactiques conçus pour développer leurs capacités opérationnelles. L'événement a aussi fourni des opportunités d'apprendre les uns des autres les approches de leadership et d'exécution de mission.



SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR AMBER LITTREAU / ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

PLEINES
DE
DANGER

Les armureries peuvent présenter des menaces catastrophiques pour les civils si les autorités ne maintiennent pas les mesures de sûreté et de sécurité

PERSONNEL D'ADF

Peu avant le crépuscule du 27 janvier 2002 à Lagos (Nigeria), un incendie s'est déclaré dans un marché urbain près des districts d'Iso et d'Onigbongo, au Nord du centre-ville.

Le feu s'est bientôt étendu et s'est propagé à la caserne militaire d'Ikeja, la plus grande de la ville. La chaleur et les flammes ont enflammé les munitions de l'armurerie dans ces installations. Lorsque les balles ont éclaté, certains ont craint qu'un autre coup d'État militaire ne soit en cours.

Ensuite, les explosions ont commencé. Les bombes et les obus d'artillerie ont détoné en lançant des projectiles vers des milliers de foyers, et en faisant déferler involontairement le feu, les éclats, la destruction et la mort sur des milliers de civils terrifiés.

Des déflagrations tonitruantes ont secoué le sol jusqu'à peut-être 32 km de distance. Les vitres ont volé en éclats à 16 km d'Ikeja. Mais la panique est la force la plus destructrice qui fut exercée cette journée. Alors que des dizaines de milliers essayaient de s'enfuir, des centaines ont été coincés au bord des canaux d'Oke Afa et de Pako. Beaucoup ont sauté dans l'eau, tandis que des centaines d'autres y ont été poussés par la foule qui s'accumulait.

Les explosions se sont arrêtées après minuit. À l'aube, les pêcheurs et les sauveteurs ont sondé les canaux pour récupérer les cadavres, les faire remonter avec des perches et les tirer sur les rives. Kazeem Kasali, chef d'une équipe des pêcheurs secouristes, a déclaré au Guardian qu'il avait personnellement récupéré 84 corps. Son équipe a tiré de l'eau plus de 300.

Le jour suivant la catastrophe, Shola Odun, un imprimeur, a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) : « Je suis à la recherche de mes enfants. Je suis ici depuis ce matin. Ils ont d'abord retiré les corps du canal. Ils sont en train de les évacuer. Je cherche mes enfants, les membres de ma famille. Il y a plus de 580 cadavres. Un homme a perdu six de ses enfants ici. Il a trouvé les corps. Il est en train de mourir. »

Fréquent et évitable

Alors que le soleil se levait et les dernières flammes s'éteignaient, plus de 1.000 personnes, y compris de nombreux enfants, ont péri dans ce qui reste la plus meurtrière catastrophe d'armurerie jamais recensée. Des milliers d'autres ont été blessés et plus de 12.000 ont été déplacés, selon la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Les résidents de Lagos ont immédiatement dénoncé ce qu'ils considéraient comme une négligence de la part des



Une résidente de Brazzaville (République du Congo) est bouleversée au milieu des ruines, le jour suivant l'explosion d'un dépôt d'armes en 2012 qui a détruit le district urbain de Mpila. AFP/GETTY IMAGES

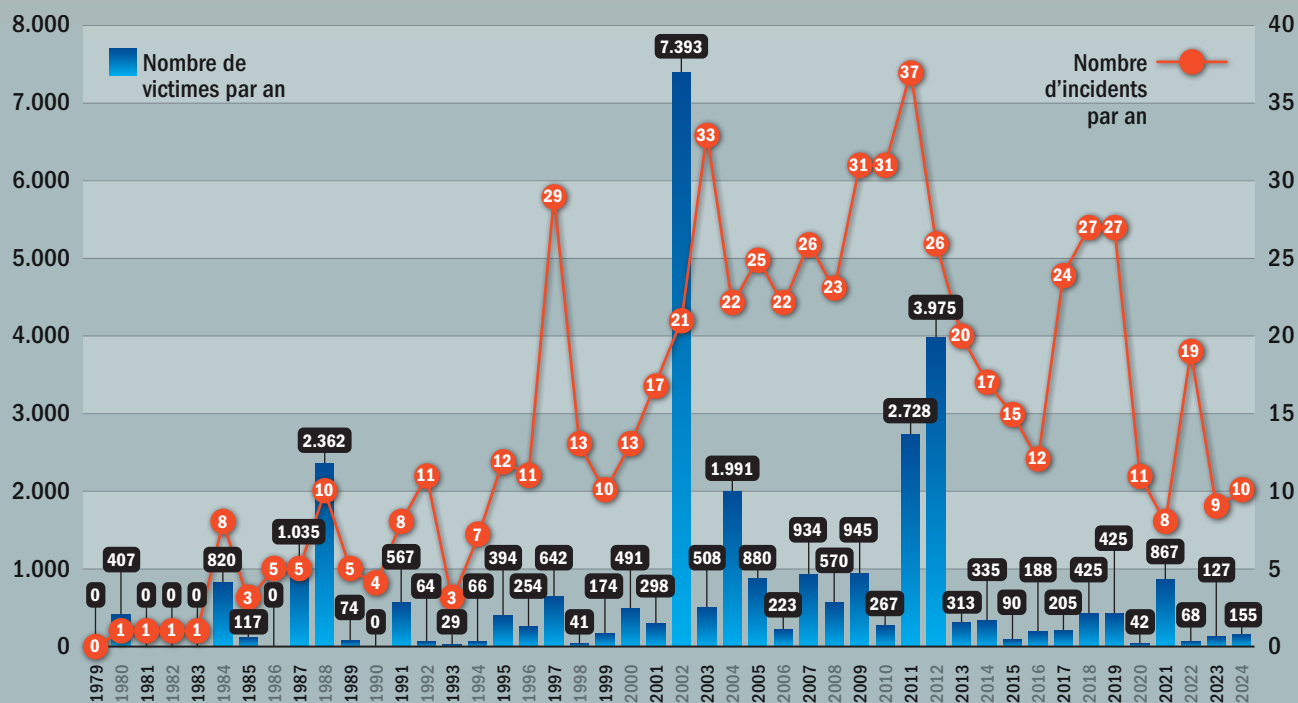
forces armées. Le général de brigade George Emdin, qui commandait à l'époque la garnison d'Ikeja, a présenté des excuses à la télévision la nuit du désastre.

Selon un reportage de la BBC, il a dit : « Au nom des forces armées, nous sommes désolés. C'est une vieille armurerie avec des bombes de gros calibre ... certains efforts avaient été déployés récemment pour essayer d'améliorer les installations du dépôt. Mais cet accident s'est produit avant que les hautes autorités ne puissent faire ce qui était nécessaire. »

L'incident de Lagos n'était ni le premier ni le dernier de ce type en Afrique ou dans le monde. Selon le Small Arms Survey, « les explosions non prévues aux sites de munitions » ont tué ou blessé 31.489 personnes dans le monde entre janvier 1979 et décembre 2024. Parmi les 674 explosions qui ont eu lieu pendant cette période, 6 des 10 premières enregistrant le plus grand nombre de victimes se sont produites en Afrique, y compris les deux

Explosions dans les sites de munitions mondiaux

- Entre 1979 et 2024, les explosions dans les sites de munitions ont blessé ou tué plus de **31.000** personnes.
- Le nombre le plus élevé de victimes était en 2002, du fait de l'explosion dévastatrice de Lagos (Nigeria). C'était l'explosion la plus meurtrière de l'histoire. La seconde année ayant enregistré le plus grand nombre de victimes était en 2012, lorsqu'une explosion s'est produite dans un dépôt d'armes de Brazzaville (République du Congo).
- Il y a eu **674** incidents entre 1979 et 2024.



Démenti : Certains incidents signalés dans les pays affectés par des conflits au cours des dernières années n'ont pas été inclus à cause de l'insuffisance des informations permettant de confirmer qu'il s'agissait d'explosions non prévues dans les sites de munitions, selon la définition du Small Arms Survey.

Source : Small Arms Survey



incidents les plus meurtriers. L'incident de Lagos a fait de 2002 l'année la plus dangereuse de cette période. Le deuxième incident avec le plus grand nombre de victimes s'est produit 10 ans plus tard lorsque des explosions ont secoué un dépôt de Brazzaville (République du Congo).

Cette conflagration du 4 mars 2012 a tué environ 300 personnes dans le quartier résidentiel de Mpila et blessé plus de 2.300. 17.000 ont perdu leur foyer, selon l'AFP. Les autorités ont inculqué 32 soldats dans l'incident. 6 ont été condamnés et 26 acquittés. Un caporal a été condamné à 15 ans de travaux forcés pour avoir mis le feu au dépôt délibérément.

Le plus récent incident de ce type a eu lieu le 17 juin 2024 lorsqu'une armurerie dans les faubourgs de N'Djaména (Tchad) a explosé, en faisant 9 morts et 46 blessés.

Les erreurs de manutention et les pratiques de travail inappropriées ont provoqué un incident sur cinq, selon

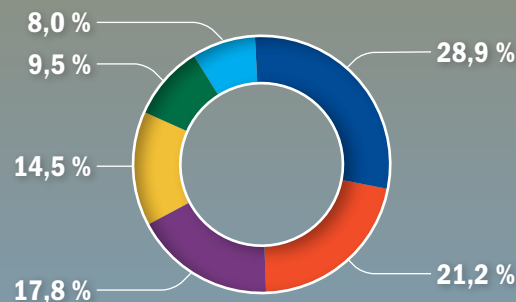
Incidents avec le plus grand nombre de victimes



1.	1er janvier 2002	Lagos (Nigeria)	6.500
2.	4 mars 2012	Brazzaville (République du Congo)	3.777
3.	7 juillet 2011	Abadan (Turkménistan)	1.482
4.	22 avril 2004	Ryongchon (Corée du Nord)	1.460
5.	10 avril 1988	Rawalpindi (Pakistan)	1.193
6.	4 juin 1988	Arzamas (Russie)	1.091
7.	21 décembre 1987	Alexandrie (Égypte)	1.006
8.	29 avril 2009	Dar es Salam (Tanzanie)	726
9.	7 mars 2021	Bata (Guinée équatoriale)	705
10.	22 mars 2007	Malhazine (Mozambique)	622

Source : Small Arms Survey

Causes principales des explosions



- Cause non déterminée ou non consignée
- Erreurs de manutention et pratiques de travail inappropriées
- Non-prise en compte des influences ou des événements externes ou de nature environnementale
- Infrastructure et systèmes de stockage inappropriés
- Sécurité insuffisante
- Manque de surveillance conduisant à la détérioration des munitions

Source : Small Arms Survey

Des procédures de sûreté et de sécurité bien établies sont cruciales dans les dépôts d'armes. Les autorités militaires doivent tenir compte de leur proximité aux villes et aux centres de population.

ILLUSTRATION D'ADP

le Small Arms Survey. Parmi les autres causes importantes, on compte : la non-prise en compte des influences externes ou écologiques, le mauvais stockage, la détérioration des armements, la mauvaise sécurité.

Les experts déclarent que des procédures de sûreté et de sécurité bien établies sont cruciales dans les dépôts d'armes. Les autorités militaires doivent tenir compte de leur proximité aux villes et aux centres de population. De même, les dépôts doivent être correctement construits, fortifiés et sécurisés à l'intérieur et à l'extérieur pour empêcher le vol, les intrusions et les incendies.

LA SÉCURISATION DES ARMURERIES

Le contrôle des stocks est une tâche importante de la gestion des armes et des munitions. Il peut réduire la quantité d'armements illicites entre les mains des terroristes et empêcher les explosions imprévues. Toutefois, c'est aussi la catégorie qui crée les défis les plus persistants

parmi les 12 pays africains ayant participé à une enquête pour le rapport de 2024 de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR).

Le rapport de l'UNIDIR déclare que le Bénin, la Côte d'Ivoire et la Somalie ont fait des progrès dans la gestion de leurs stocks. En 2022, le Bénin a renforcé l'infrastructure physique pour le stockage des armes et des munitions. La Côte d'Ivoire a organisé un atelier en 2023 pour valider la formation sur ce sujet dans les écoles de formation militaire.

En 2023, la Somalie a vérifié son infrastructure, évalué les besoins et considéré des mesures de sécurité et de prise de responsabilité. Elle a complété la construction d'un site de stockage de munitions à Jazeera en février 2023. En date d'avril 2024, selon le rapport de l'UNIDIR, la Somalie avait vérifié et évalué 228 installations de stockage. Elle avait aussi classé et planifié le stockage en fonction de l'intérêt des terroristes pour les armes, processus

Sécurité des dépôts

Les dépôts d'armes et de munitions qui sont sujets à une maintenance insuffisante ou une sécurité inadéquate peuvent subir des explosions catastrophiques ou permettre à des acteurs malveillants d'acquérir le matériel par le vol et la corruption. Des améliorations de la sécurité et la surveillance mises en œuvre à un coût faible peuvent rehausser considérablement la sûreté. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe offre une liste de mesures efficaces.



Sécurité



Contrôle d'accès/
supervision



Stockage

Installer des clôtures avec des zones dégagées de chaque côté et un nombre minimum de portails.

Les portes doivent être du type chambre forte ou fabriquées en bois massif, et dotées de plaques d'acier.

Installer des systèmes d'alerte et de prévention des incendies.

Stocker séparément les armes et les munitions.

Maintenir une température fraîche, avec une exposition minimum aux rayons du soleil et aux vibrations.

Installer un éclairage suffisamment fort pour déceler les activités non autorisées.



Contrôler les clés pour les remettre uniquement aux personnes nécessitant l'accès.

Les gardes et les chiens doivent patrouiller à des intervalles prescrits et aléatoires.

Réduire la taille des fenêtres et minimiser leur nombre.

Stocker les fusils dans des râteliers au lieu de les empiler.

Maintenir une base de données informatique ou un registre de toutes les armes et munitions.

Mettre en place des procédures en cas de perte d'arme. Le personnel doit en informer immédiatement le responsable de la sécurité, lequel devra soumettre un rapport et prendre des mesures pour empêcher les pertes futures.

ILLUSTRATION D'ADF



Des soldats tchadiens sur les lieux d'un incendie qui a détruit un dépôt de munitions à N'Djaména en juin 2024. AFP/GETTY IMAGES



Ces balles carbonisées sont les vestiges d'un incendie qui a fait exploser les munitions stockées dans un dépôt militaire de N'Djaména (Tchad) en juin 2024. REUTERS

particulièrement important alors que les forces de sécurité combattent les Chebabs.

Une série de mesures relativement simples peuvent aider les forces armées à sécuriser leurs dépôts d'armes contre les menaces environnementales et humaines. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a établi une liste de caractéristiques qui rendront les dépôts d'armes et de munitions accessibles aux soldats tout en assurant la sécurité des civils à proximité.

Les bâtiments doivent être renforcés et sécurisés de façon appropriée pour permettre uniquement les accès autorisés. Les portes de chambre forte ou en bois massif recouvertes de plaques d'acier doivent inclure des jambages et des cadres et être bien ancrées. Les verrous et les cadenas sont essentiels. Les fenêtres et autres ouvertures doivent être minimisées, et toujours fermées et verrouillées. Toutes les ouvertures doivent être dotées de dispositifs de détection des intrusions.

L'éclairage d'extérieur doit être suffisant pour dissuader et aider à déceler les accès non autorisés dans le site et autour de ce dernier. Des gardes doivent patrouiller le périmètre à intervalles réguliers et conduire des contrôles aléatoires. Ils peuvent utiliser des chiens dressés pour les aider. Les contrôles doivent être faits de jour et de nuit.

Les clôtures sont essentielles. Elles doivent entourer complètement le périmètre et avoir des zones dégagées de chaque côté. Le nombre de portails doit être minimisé. Les clés doivent être remises uniquement à ceux qui nécessitent un accès pour conduire des tâches officielles, et elles doivent toutes être enregistrées et périodiquement inventoriées. Les limitations d'accès peuvent réduire les pertes dues au vol ou à la corruption, par exemple lorsque les soldats vendent des armes aux acteurs malveillants.

Les responsables doivent aussi gérer avec soin le

stockage des armes et des munitions pour empêcher les explosions imprévues. Les consignes de l'OSCE recommandent de stocker les armes et les munitions dans des bâtiments séparés. Si cela n'est pas possible, elles doivent être placées dans des salles ou des conteneurs séparés, ou elles doivent être séparées par des barrières, par exemple des sacs de sable. Les munitions stockées peuvent inclure des munitions de fusil ou pistolet, des grenades, des obus, des détonateurs et autres projectiles de haute capacité. Les munitions de chaque type doivent être stockées ensemble. Les détonateurs doivent être séparés de tout autre type de munition.

L'artillerie et les munitions peuvent être sensibles à la chaleur et aux changements de température. Les dépôts de stockage doivent être des structures permanentes résistant au feu, dotées d'une ventilation adéquate pour garder la température à moins de 40 degrés C. Lorsque les munitions deviennent obsolètes ou non désirées, l'ONU recommande de les éliminer par destruction.

« La gestion efficace des stocks assure un état de préparation opérationnelle pour les forces de sécurité nationales, empêche le vol ou le détournement des armes et des munitions qui appartiennent à l'État, et permet d'identifier en temps opportun et d'éliminer le matériel obsolète ou de surplus », selon le rapport de l'UNIDIR. □



DES LEÇONS DUREMENT APPRISES

Un ancien gardien de la paix de Djibouti offre des leçons tirées d'un déploiement avec la Mission de l'Union africaine en Somalie

ABDISALAM OSMAN MUSA



Encart : Les soldats de Djibouti affectés à la mission de l'Union africaine en Somalie descendent d'un avion des Nations unies à l'aéroport de Beledweyne. AMISOM

La Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), l'un des efforts de maintien de la paix les plus ambitieux dans l'histoire de l'UA, a duré seize ans. Avec six pays contributeurs de soldats et une force d'environ 20.000, sa mission consistait à vaincre le groupe terroriste des Chebabs et de transférer les pleines responsabilités de sécurité à l'Armée nationale somalienne.

Aujourd'hui, la mission continue sous l'égide de la Mission de soutien et stabilisation de l'UA en Somalie (AUSSOM), dont l'intention est de quitter le pays à la fin 2029.

Bien que les Chebabs aient été affaiblis et ne contrôlent pas le vaste territoire qu'ils contrôlaient autrefois, ils continuent leur insurrection obstinée et sont capables de tendre des embuscades aux forces de sécurité et de lancer des attaques contre les cibles civiles. On estime qu'ils ont entre 7.000 et 12.000 combattants et qu'ils continuent de financer leurs opérations grâce au trafic illicite et en forçant les gens à payer des impôts dans les zones qu'ils contrôlent. Les liens entre les Chebabs et les rebelles houthistes du Yémen donnent aux combattants un accès à des équipements de fabrication de bombe de pointe et des armes telles que les drones.

J'étais officier de liaison et de contrôle des mouvements auprès du contingent de Djibouti en 2014 et 2015. J'ai constaté directement les défis affrontés par l'AMISOM pour maîtriser les Chebabs.

Pendant mon déploiement, mon unité de logistique et de contrôle de mouvement pour le soutien au combat était chargée de soutenir le bataillon djiboutien qui assurait la sécurité de la ville de Beledweyne et sa population de 55.000 dans la région centrale de Somalie, appelée à l'époque le secteur 4. Elle continue à être une zone âprement contestée, cible de nombreuses attaques des Chebabs. Six mois plus tard, notre unité a été envoyée à Jalalaqsi dans la province de Hiraan au Centre-Sud du pays, pour assurer la relève des troupes burundaises et empêcher aussi les Chebabs de saisir le contrôle des zones rurales de ce secteur.

Les leçons tirées de mon déploiement peuvent offrir des solutions exploitables pour aider les commandants, les officiers et les soldats à dupliquer les succès et éviter les erreurs lors des rotations futures des gardiens de la paix.

Intégrer des périodes de repos et de récupération

Les experts déclarent que les soldats bien reposés s'entraînent et se battent mieux. Le repos et la récupération de l'unité qui

Gardiens de la paix en patrouille dans les faubourgs de Beledweyne (région centrale de Somalie).

AMISOM



s'entraîne avant son déploiement est une considération opérationnelle vitale, bien que souvent ignorée. Tous les pays contributeurs de soldats à l'AMISOM/AUSSOM doivent satisfaire à des normes d'aptitude physiques et mentales, et d'utilisation des armes et du matériel, telles que décrites dans le programme onusien d'entraînement avant déploiement.

Le volume des nouvelles informations, les normes d'entraînement rigoureuses, les échéanciers serrés, les périodes loin de la famille et les longues journées d'entraînement en font des moments de stress. Certains commandants et officiers d'entraînement, bien qu'animés par de bonnes intentions, souhaitent mettre en œuvre leurs propres exigences, encore plus strictes que celles de l'ONU. Ceci exténue encore plus les soldats déjà épuisés. Bien qu'il soit louable de « dépasser la norme », et que certains affirment que c'est dans la nature d'un commandant, le fait de ne pas prévoir de temps suffisant de repos et de récupération risque d'éreinter les soldats avant même de commencer leur déploiement en Somalie.

C'était la situation avec mon déploiement. Après la cadence rigoureuse et continue de l'entraînement, nous avons soudainement reçu un ordre d'avertissement du départ de Djibouti et du déploiement en Somalie. Les missions de maintien de la paix dans les environnements sujets à des menaces élevées exigent la vigueur, l'endurance et une profonde concentration mentale. Lorsque nous avons reçu l'ordre de partir, l'unité était fatiguée, ce qui était dangereux pour notre bataillon. Si nous n'avions pas reçu d'appui opportun de la part des forces amies déjà actives dans le pays, toute l'opération aurait pu se terminer en catastrophe.

Pendant tous les 24 mois de la période de notre déploiement, l'unité a eu des difficultés avec l'épuisement des soldats. L'exposition continuelle aux événements stressants et traumatisants nous a sapés. Le moral des soldats a chuté dramatiquement ; certains soldats ont fini par succomber mentalement, en perdant leur concentration et en mettant encore plus en danger la mission et leurs camarades.

Les commandants et les officiers chargés de l'entraînement doivent pleinement considérer le coût de



l'épuisement des soldats lors de l'entraînement avant déploiement, et œuvrer pour s'assurer que des périodes suffisantes de repos et de récupération sont intégrées dans le calendrier de l'entraînement. Après tout, le maintien de la paix est un marathon, pas un sprint. La planification en amont d'un cycle complet de repos à partir de la date de déploiement, et l'insertion régulière de cycles de repos au sein de l'entraînement, assurent que tous les soldats atteignent l'état « prêt à la mission » lorsqu'ils arrivent sur le terrain au pays hôte de la mission de maintien de la paix.

Prioriser la logistique et le leadership

Après six mois d'adaptation au terrain de Beledweyne, nous avons reçu le plan opérationnel pour amener le bataillon à 182 km au Sud, dans notre zone désignée de responsabilité. J'étais l'officier de contrôle des mouvements chargé de la délocalisation.

Le déplacement du personnel, de la nourriture, des munitions, des matériaux de construction et du matériel lourd était une tâche complexe, en particulier pour un officier subalterne. Pendant la phase de préparation, j'ai consulté des officiers éprouvés et j'ai étudié les doctrines logistiques des États-Unis et des Nations unies. Malgré toute cette planification, les choses ne se sont pas passées comme prévu.

Pendant le transport des chars d'assaut sur des camions à plateforme, un chauffeur inexpérimenté et conduisant à grande vitesse provoqua le glissement et le blocage d'un char T-72. J'ai contacté immédiatement le directeur logistique et, après une discussion approfondie, nous avons décidé d'utiliser un bulldozer pour repositionner le char correctement sur le véhicule de transport. La situation était très tendue : tout le convoi était stationnaire et exposé, et on craignait de faire l'objet d'une attaque.

Des gens marchent dans Beledweyne. La ville était le site du quartier général de l'AMISOM, secteur 4, et avait subi plusieurs attaques des Chebabs. AMISOM





Un gardien de la paix des Nations unies supervise une opération de désarmement et démobilisation à Maloum (République centrafricaine) en juillet 2025. LEONEL GROTHE/MINUSCA

UN CHANGEMENT DANS LE MAINTIEN DE LA PAIX

Alors que les missions des Nations unies sont en déclin, des efforts régionaux espèrent tirer les leçons des erreurs du passé

PERSONNEL D'ADF

Le panorama international du maintien de la paix en Afrique a évolué au cours des dix dernières années. Depuis 2015, il existe un ralentissement régulier des grandes missions multinationales des Nations unies et une croissance du nombre d'interventions conduites par l'Union africaine, les blocs régionaux et d'autres alliances.

Il y a dix années, il y avait neuf grandes missions onusiennes de maintien de la paix en Afrique. En date de juillet 2025, il n'en reste que cinq, la plus grande étant la mission de stabilisation de l'Organisation des Nations unies dans la République démocratique du Congo, censée prendre fin en décembre 2025.

Les missions de l'ONU ne peuvent pas agir sans le consentement des pays hôtes et des parties au conflit. Mais on constate souvent que cette permission s'érode à cause d'une perception d'inefficacité pour empêcher la violence contre les civils, la propagation des fausses informations et d'autres préoccupations de sécurité, selon l'article du Stimson Center intitulé « Le consentement du pays hôte dans le maintien de la paix de l'ONU » par Julie Gregory et Lisa Sharland.

Les missions de l'ONU sont déployées

selon trois principes de base du maintien de la paix : le consentement des parties, l'impartialité et l'engagement à utiliser la force seulement en cas d'autodéfense ou pour défendre le mandat de la mission.



Le major-général Odowaa Yusuf Rageh (à droite), chef des forces de défense de Somalie, salue un soldat ougandais participant à la mission de soutien et stabilisation de l'Union africaine en Somalie en octobre 2025. AUSSOM

La mission de l'ONU au Mali appelée MINUSMA a pris fin au bout de dix ans en décembre 2023 sur demande de la junte au pouvoir dans le pays hôte. En fin de compte, cette mission n'a pas contré les attaques ou inversé les gains d'une

série de groupes terroristes. Elle a subi des changements et des expansions de mandat pendant sa durée de vie et elle a accueilli une série de pays contributeurs de troupes, dont beaucoup avaient des problèmes de langue et ne savaient rien de la dynamique locale.

Les opérations de soutien à la paix sous conduite africaine (nom officiel) peuvent éviter les critiques de néo-colonialisme et se déploient souvent plus rapidement avec des mandats plus polyvalents qui permettent aux soldats de mieux répondre aux menaces transfrontalières. Toutefois, tout comme leurs homologues onusiennes, le manque de financement, de ressources et de relations avec les résidents provoque toujours des défis. C'est le cas pour les missions de la Communauté de développement d'Afrique australe en RDC et au Mozambique.

Nate Allen, professeur associé du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, a écrit en août 2023 que l'UA et les communautés économiques régionales (CER) devraient adopter des normes pour relever les défis transfrontaliers de la sécurité. Ceci pourrait inclure la fourniture par l'UA de consignes et d'une coordination aux Forces africaines en attente par le biais de centres de mise en commun du renseignement, et « des mécanismes pour commander, conduire et opérationnaliser des opérations conjointes ciblant des groupes particuliers ».

L'UA et les CER devraient aussi améliorer l'entraînement des troupes africaines servant dans les opérations de paix en ce qui concerne les droits de l'homme, les lois sur les conflits armés, et l'évitement et la prévention des dommages aux civils, écrit-il. Elles devraient aussi assurer « que les composantes militaires des opérations de paix sous conduite africaine soient intégrées dans les efforts des agences civiles, des chefs locaux, des acteurs humanitaires et de la communauté internationale pour traiter des causes sous-jacentes des conflits par le biais de l'assistance au développement, du secours humanitaire et des initiatives de paix conduites localement ».

Les opérations conduites par les Africains auront besoin de plus d'argent et de ressources pour vraiment être efficaces. Les efforts à court terme pourraient inclure des fonds de maintien de la paix des Nations unies pour soutenir les opérations africaines jusqu'au moment où l'UA pourra satisfaire à ses propres objectifs de financement, selon le professeur Allen.

Un soldat djiboutien affecté à l'AMISOM au garde-à-vous lors d'un défilé célébrant la journée d'indépendance du pays.

AMISOM



Des soldats djiboutiens affectés à l'AMISOM déchargent du matériel médical donné à l'hôpital général de Beledweyne. AMISOM

Cet incident m'a enseigné de toujours m'assurer de suivre les consignes et protocoles appropriés de sécurité lorsque le matériel lourd est transporté, et m'assurer que le personnel sans expérience est supervisé lorsqu'il entreprend des tâches critiques. J'ai aussi appris que l'efficacité ne résulte pas toujours de la rapidité. Un plan de déplacement doit inclure des accords sur des vitesses sécurisées et cohérentes.

Les déplacements sujets à des risques élevés exigent une communication constante

Pendant l'opération de délocalisation, notre stratégie consistait à nous déplacer à une vitesse de moins de 20 km/h, protégés par deux files de soldats autour des véhicules. Ceci a réduit les risques d'embuscade, mais l'absence d'appui-feu aérien a créé une vulnérabilité critique, en particulier dans les zones forestières où l'on sait que les Chebabs se cachent. Cette vulnérabilité aux attaques a persisté pendant toute la semaine de la

délocalisation, et notre convoi a essuyé des coups de feu et des embuscades multiples.

Parmi le chaos des embuscades, un soldat est devenu séparé de son unité. On a plus tard appris qu'il avait été vu dans le village de Nuur Fanax, où des civils l'avaient induit en erreur lorsqu'il avait demandé de l'aide. Ensuite, des combattants des Chebabs l'ont encerclé et l'ont tué. Ils ont essayé d'utiliser son cadavre comme outil de négociation. Malgré les communications indirectes avec les Chebabs, aucun accord n'a été conclu pour autoriser la remise du corps.

Dans les opérations asymétriques, en particulier au sein d'environnements et de missions ayant un soutien technologique et logistique limité, l'efficacité du leadership des petites unités, des contacts personnels et des communications constantes est vitale. Les radios personnelles et les systèmes de localisation sont essentiels pour que les chefs d'équipe continuent à assumer la responsabilité de leur personnel pendant les combats. Cette tragédie met en lumière l'importance d'équiper chaque soldat avec des outils de communication fiables et d'assurer des contacts robustes entre les chefs des équipes de tir et leurs membres. Elle souligne aussi la nécessité de plans de contingence bien éprouvés pour la récupération des victimes, et le besoin d'équilibrer l'obligation morale de ramener nos soldats tombés au combat avec le besoin d'éviter des pertes additionnelles.

Les ruses peuvent attirer les soldats dans les embuscades

Un jour vers midi, pendant les mouvements du convoi, le bataillon de Djibouti a saisi le contrôle de Garasyaani, village à 60 km au Sud de Beledweyne. Après avoir neutralisé tous les vestiges de résistance dans la localité, les soldats ont commencé à établir des points de contrôle clés sur les routes principales d'entrée et de sortie.

Nous avons déployé des véhicules blindés de transport de troupes pour bloquer les routes et contrôler les déplacements. Environ une heure après l'opération de dégagement, un homme âgé s'est approché d'un groupe d'officiers dans lequel je me trouvais. Il semblait épuisé et bouleversé. Il a affirmé qu'un de nos soldats avait agressé sa fille. En réponse, notre équipe de leadership accompagnée d'un officier de police et d'une femme soldat affectée à la résolution de ces cas sensibles se sont rendus à une maison dans un coin de la ville pour enquêter sur les allégations.

À notre arrivée, nous avons fait une enquête préliminaire et avons rapidement découvert des contradictions, lesquelles suggéraient que les affirmations étaient fausses. Soudain, nous sommes tombés dans une embuscade tendue par les combattants chebabs qui nous ont tiré dessus. En répondant aux tirs et en nous appuyant sur notre entraînement, nous avons réussi à nous retirer du piège, à repousser l'ennemi, à repositionner notre équipe et à conduire une contre-attaque. Jusqu'à présent,

je doute de l'authenticité du rapport initial, mais nous avons résolu la situation en offrant un dédommagement à la famille.

L'incident a révélé des leçons importantes. L'expérience m'a enseigné de ne jamais accepter les demandes non vérifiées, même les demandes qui incluent des appels à la moralité ou à l'émotion. Il est important de toujours enquêter à fond sur les plaintes tout en maintenant la vigilance et les précautions. Cela nous rappelle aussi que les insurgés ne suivent pas les règles d'engagement conventionnelles, et que les gardiens de la paix doivent anticiper l'imprévu.

Les routes d'approvisionnement sont une planche de salut

Lorsque nous sommes arrivés en Somalie, les Chebabs avaient été repoussés de la plupart des centres urbains principaux. Ceci a conduit le groupe à changer ses tactiques pour perturber la logistique en attaquant les routes d'approvisionnement qui étaient essentielles pour fournir des vivres aux gardiens de la paix et pour faire avancer l'économie du pays. Les Nations unies ont riposté en lançant une campagne opérationnelle de transport aérien pour livrer la nourriture et le carburant à plus de 20.000 gardiens de la paix.

Une conséquence non anticipée de cette initiative de l'ONU a été l'augmentation dramatique des coûts opérationnels et la réduction de disponibilité des ressources aériennes pour les autres missions critiques telles que les évacuations médicales, la reconnaissance et les opérations tactiques. La cession de nos capacités logistiques terrestres aux Chebabs a aussi conduit au paiement direct des taxes par la population civile au groupe terroriste, afin que les biens et les services puissent continuer à être livrés par voie routière. Cette situation a fini par saper l'autorité de l'AMISOM et la gouvernance somalienne locale.

Bien que les gardiens de la paix et l'Armée nationale somalienne (SNA) aient positionné suffisamment de soldats sur le terrain, la sécurisation des routes principales est restée difficile. Pour éviter de céder le terrain aux terroristes et pour aider à étendre la sécurité dans les enclaves du territoire contrôlé par l'ennemi, il est recommandé de construire des bases opérationnelles avancées (FOB) plus petites, en particulier le long des routes principales de service. Des patrouilles de taille plus réduite pourraient être effectuées et un plus grand contact avec les populations locales pourrait être établi, afin d'aider la SNA à sécuriser le pays. Ces FOB plus petites, par exemple de la taille d'une compagnie, pourraient aussi aider à répondre aux actions de « troupes en contact » pour les convois se déplaçant sur les routes d'approvisionnement principales. L'augmentation de la pression exercée sur les Chebabs en limitant leur liberté de mouvement et leur capacité de perturbation de l'économie sont des actions qui aideront à séparer le groupe terroriste de la population civile et, finalement, conduiront à sa défaite.

Apprendre grâce aux défis, améliorer les résultats futurs

Mon expérience sur le terrain m'a appris des leçons dures mais essentielles. De nombreux problèmes pourraient être évités en prenant en charge les niveaux de moral et d'énergie pendant le pré-déploiement.

Il est crucial de fournir aux soldats un temps suffisant de repos et de récupération avant le déploiement. Au moins 50 % du temps de préparation devrait être consacré au développement d'un plan de déploiement concret et exécutable.

L'entraînement avant le déploiement doit mettre l'accent sur le leadership des petites unités, y compris la prise de responsabilité pour les soldats et l'attention accordée à ces derniers. La répétition des exercices de bataille pour la récupération des véhicules, la riposte aux embuscades et les interactions avec les civils basées sur des scénarios devraient être des priorités pour les forces de maintien de la paix déployées dans des missions dangereuses. En outre, les commandants et les officiers d'état-major doivent œuvrer avec la population locale pour bâtir une stratégie de stabilisation afin d'assurer leur sûreté, sécurité et prospérité.

Bien que certains commandants préfèrent une planification et un commandement centralisés, je pense qu'il est vital que les chefs de bataillon sur le terrain détiennent la pleine autorité de planification et d'exécution de la mission dans leur secteur, dans la mesure où leurs actions sont alignées sur les objectifs d'ensemble de la mission. Pendant les opérations à rythme rapide, les commandants à tous les niveaux, depuis le chef de l'équipe de tir jusqu'au commandant du bataillon, doivent maintenir leur responsabilité grâce aux dénombrements réguliers du personnel et à la supervision des équipes. En même temps, chaque gardien de la paix doit maintenir la discipline et se conformer aux procédures opérationnelles permanentes anticipées d'un soldat professionnel.

Le succès au combat ne concerne pas uniquement les batailles et la libération des villes et des territoires. Les commandants doivent aussi posséder une vision claire et structurée de la phase de stabilisation, notamment les opérations de contre-insurrection, les communications et le soutien à la population civile. Ceci inclut des plans visant à maintenir les routes principales ouvertes et sécurisées pour que les activités économiques puissent se poursuivre dans la paix.

Le respect de ces principes et la mise en œuvre de ces leçons apprises dans l'entraînement avant déploiement peuvent sauver des vies et améliorer les résultats d'ensemble des missions. □



Au sujet de l'auteur : Abdissalam Osman Musa est un ingénieur en mécanique de Djibouti et un ancien officier de logistique qui avait été affecté à l'Office de soutien de l'ONU en Somalie. En tant que lieutenant, il était officier de liaison et de contrôle des mouvements pour le contingent djiboutien de la Mission de l'Union africaine en Somalie en 2014 et 2015. Aujourd'hui, il travaille comme ingénieur et dirige des projets dans toute la Corne de l'Afrique.

LA SÉCURITÉ

MISE À L'ÉPREUVE PAR LA CROISSANCE DES VILLES



LES ZONES URBAINES D'AFRIQUE ONT DES DIFFICULTÉS POUR ACCOMMODER L'EXPLOSION DE POPULATION LA PLUS FORTE DU MONDE

PERSONNEL D'ADF

Alors que la population africaine continue à croître, les villes pourraient être sujettes à une insécurité sans précédent, de l'intérieur et de l'extérieur, selon une étude de 2025 par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA).

L'Afrique enregistre la croissance la plus rapide du monde. Les chercheurs déclarent qu'en 2050 le continent aura 1 milliard de personnes de plus, pour un total de 2,5 milliards. « 80 % de cette croissance se produira dans les villes », selon le rapport du CESA intitulé « L'urbanisation sans précédent de l'Afrique modifie le paysage sécuritaire ». Près de la moitié des Africains, soit plus de 700 millions de personnes, vivent déjà dans des zones urbaines.

On anticipe que le continent ajoutera 900 millions de nouveaux résidents urbains au cours des 25 prochaines années, ce qui est plus que la population urbaine combinée de l'Europe et des États-Unis, écrit le chercheur Kurtis Lockhart pour le magazine Asterisk en juillet 2025. « L'échelle et la vitesse de cette croissance sont historiquement sans précédent. C'est une vague qui déferle sur un continent qui n'a pas actuellement la capacité de l'absorber. »

« Les deux tiers des espaces urbains que l'on estime que l'Afrique aura en 2050 n'ont pas encore été bâtis, ajoute-t-il. Des quartiers entiers, des villes complètes et même des zones métropolitaines majeures et des méga-régions qui n'existent pas en ce moment devront bientôt exister. »

Les experts déclarent que le défi consistera à construire l'infrastructure pour accommoder la croissance, et à fournir les services de sécurité tels que la police pour combattre le crime. Si ces efforts échouent, la porte sera ouverte pour l'exploitation par les terroristes. Certains des centres urbains africains les plus vastes et les plus dynamiques ont aujourd'hui des problèmes graves de sécurité, allant du vol à la tire ou à main armée jusqu'au crime organisé.

CROISSANCE INCONTRÔLÉE, VILLES FRAGILES

L'Union africaine étudie depuis des années la criminalité urbaine. Bien que l'urbanisation ait conduit à l'accroissement de la pauvreté et de l'inégalité, elle déclare que les modèles varient considérablement. Toutefois, selon l'UA, il existe des dénominateurs communs. Les gens qui vivent dans des zones urbaines denses ont tendance à gagner leur vie hors de l'économie formelle. Le secteur informel, avec des revenus dissimulés non sujets aux impôts ou à des prestations étendues, représente 85 % des emplois dans certaines zones.

L'UA déclare aussi que les institutions fragilisées conduisent à une police urbaine et une planification mauvaises, « ce qui a conduit au dysfonctionnement des logements et des marchés fonciers ; à son tour, cela provoque la croissance des habitations informelles. »

Le Forum économique mondial dit que les villes africaines ne sont pas prêtes à la prochaine explosion de population.

« Bien que les villes d'Afrique représentent des moteurs de croissance économique, peu d'entre elles peuvent accommoder l'évolution démographique rapide : la majorité des citadins ont moins de 35 ans et les villes ne sont pas préparées à un afflux rapide de jeunes migrants », selon le forum.

LES PROBLÈMES EXTERNES

Des facteurs externes dans les zones urbaines congestionnées peuvent aussi influencer la sécurité. Au Soudan, la guerre civile en cours ajoute une nouvelle dimension à la congestion et la pauvreté des zones urbaines.

« Le Soudan peut être un précurseur de ce modèle émergent, indique le CESA. Le Soudan est l'épicentre de la violence armée organisée qui impacte les centres urbains en Afrique, avec 38 % de tous les décès sur le continent. »

Les insurrections de militants au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont provoqué 1.165 décès dans les zones urbaines en 2024, selon des études. Alors que les terroristes intensifient leurs attaques dans ces trois pays, il est probable que davantage de résidents urbains seront tués

Le district de Yopougon à Abidjan (Côte d'Ivoire) est l'une des nombreuses zones urbaines d'Afrique sujettes à une croissance rapide. AFP/GETTY IMAGES

ou blessés lorsque la terreur avancera vers le Sud et vers l'Ouest en direction des zones plus peuplées.

La Somalie souffre aussi à cause des influences externes. « Les 644 décès urbains liés à la violence organisée en Somalie représentent 12 % du total des décès dans ce pays déchiré par le conflit, écrit le CESA. Ces incidents, dont la plupart se produisent à Mogadiscio, Baidoa et Kismaayo, reflètent l'emploi par les Chebabs de certaines formes de violence télécommandée dans les zones urbaines, notamment les drones, les EEI [engins explosifs improvisés] et les bombardements, alors même que le groupe est aussi engagé dans des combats contre l'armée et les milices d'état dans les bastions ruraux. »

MESURES À PRENDRE

En 2013, l'UA a défini un ensemble d'objectifs sur une période de 50 ans pour améliorer la vie des civils sur le continent. Ces objectifs, appelés Agenda 2063, incluent l'établissement de « villes soutenables, résilientes et inclusives ».

La chercheuse Ekeminiabasi Eyita-Onkon déclare dans un rapport de 2022 : « Cette vision peut être réalisée uniquement si les politiques régionales et nationales de tous les états membres de l'UA s'alignent vers ce but. Tout en notant l'importance de son adoption par les états membres, d'autres défis émergent, notamment les problèmes de coordination, la violence structurelle, les programmes concurrents de développement externe pour l'Afrique et les défis de mise en œuvre des politiques. »

Elle remarque que les objectifs offrent au continent l'opportunité de réévaluer son approche au développement, d'encourager la coopération et la conformité du développement et de classer en priorité politique les questions de sécurité urbaines.

Dans leur étude pour la Brenthurst Foundation intitulée « Dilemmes stratégiques : le recâblage de l'Afrique pour un avenir urbain concentré », les chercheurs Greg Mills, Jeffrey Herbst et Dickie Davis disent que la résolution des problèmes de sécurité urbaine « ne peut tout simplement pas être laissée aux forces de sécurité ». Une approche exhaustive exige une attention pangouvernementale.

« Elle doit être soutenue par un récit commun qui explique succinctement pourquoi la situation actuelle existe, ce qui doit être fait pour la démêler, et comment ces actions vont-elles être réalisées », écrivent-ils, en ajoutant que « de vastes doses de leadership pratique local axé sur les détails de la mise en œuvre » seront requises.

L'urbanisation rapide d'un grand nombre de pays africains nécessitera une réévaluation des stratégies pour assurer la sécurité des citoyens, déclare le CESA. Les forces de police, qui constituent près de la moitié des agents de sécurité en uniforme sur le continent, nécessiteront une formation améliorée. Les autorités devront repenser la taille des forces, leur déploiement et leurs responsabilités principales au sein des centres de population.

Bien que les forces militaires et les gardiens de la paix des Nations unies et d'autres organisations puissent aider

à assurer la sécurité dans les zones urbaines, ce ne sont que des solutions provisoires. La protection des citoyens et la préservation de la paix dans les communautés civiles relèvent en fin de compte de la responsabilité de la police locale et régionale. Les forces de police ont des liens locaux, souvent des liens permanents. Les agents sont des enquêteurs, des agents de la paix et des collecteurs de preuve.

Lorsqu'elles sont les plus efficaces, les forces de police font partie intégrante des quartiers où elles sont affectées, une pratique qui s'appelle la police de proximité. C'est une philosophie et une stratégie dans lesquelles la police et les membres de la communauté œuvrent ensemble pour empêcher les crimes et résoudre les problèmes en traitant leurs causes, ce qui conduit à des quartiers plus sûrs. C'est un outil critique pour répondre aux problèmes de centre-ville dans le monde entier.

Les chercheurs de la London School of Economics and Political Science écrivent dans un rapport de 2025 sur la police de proximité en Éthiopie que les forces de police de proximité ne gagnent pas automatiquement l'autorité et la légitimité. Ils disent que la police de proximité est un moyen de bâtir la confiance et de rendre la police plus efficace et mieux alignée sur les besoins de la communauté.

« L'augmentation de la participation communautaire aide à réduire la politisation de la police, selon le rapport des chercheurs. Elle le fait en faisant face aux échecs des modèles de police traditionnels tout en mettant aussi l'accent sur la valeur des partenariats avec les communautés pour réduire la criminalité et améliorer la sécurité publique. » Ils concluent qu'il est crucial qu'elle soit un élément authentique de la communauté pour « communiquer le renseignement, réduire les tensions et améliorer la prise de responsabilité de la police ».

Le Kenya possède un modèle de police de proximité appelé « Nyumba Kumi », qui signifie « dix foyers » en langue swahilie. Dans ce système, les foyers œuvrent ensemble pour observer et signaler les actes suspects à la police. L'un des chefs du groupe a exploité le système pour bâtir la confiance et améliorer la sécurité en établissant une ligne directe, pour que le public puisse se communiquer avec son bureau, selon l'organisme mondial de paix et de sécurité Saferworld basé à Londres. Il a aussi établi des lignes directes avec les unités de réponse rapide de la police. En cas d'attaque, les autorités organisent un forum public appelé « barasa » pour identifier les questions sous-jacentes avant de répondre en utilisant la force.

Le système a remplacé « une approche de force par une qui est basée sur la confiance et la prise de responsabilité pour bâtir des relations avec les communautés locales afin d'obtenir des renseignements », selon le rapport de Saferworld.

Dans une résolution de 2014, le Conseil de sécurité des Nations unies a noté que les institutions de police orientées vers les communautés et dotées de policiers bien formés sont importantes pour « contrer l'extrémisme violent, y compris en développant la confiance et le dialogue entre les autorités de l'État et les communautés ».

L'UNION AFRICAINE ÉTABLIT DES OBJECTIFS SUR 50 ANS

PERSONNEL D'ADF

L'Union africaine connaît depuis longtemps les défis que les zones urbaines affrontent. En 2013, l'UA a introduit l'Agenda 2063, un plan sur 50 ans pour la croissance et les progrès sur le continent. Ce plan exhaustif consiste à traiter « des transformations structurelles en cours » selon l'UA, y compris la croissance économique et le progrès social.

L'Agenda 2063 énumère sept objectifs :

- **Un niveau de vie élevé**, une bonne qualité de vie et le bien-être pour tous. Le plan soutient la création des emplois, la fin des inégalités de revenu et d'opportunité, avec un soutien particulier apporté aux jeunes. L'UA déclare que le continent doit faire face à une croissance de la population et une urbanisation rapides, et améliorer le logement et l'accès aux services de base tels que l'eau, les systèmes sanitaires et l'électricité, tout en fournissant une sécurité et une protection sociales.
- **Des citoyens bien éduqués** et les « révolutions d'aptitude » soutenues par la science, la technologie et l'innovation.
- **Des citoyens en bon état de santé**, en étendant l'accès aux soins de santé, en particulier pour les femmes et les jeunes filles.
- **Des économies et des emplois transformés**. L'UA déclare que le continent doit utiliser correctement ses ressources naturelles et améliorer les manufactures et l'industrialisation tout en « augmentant la productivité et la compétitivité ».
- **Une agriculture moderne** pour améliorer la productivité et la production. L'UA a dit que le continent doit être capable de nourrir sa population et devenir un exportateur net de denrées alimentaires.
- **Une économie des océans** pour accélérer la croissance économique, en débloquent le vaste potentiel des ressources maritimes de l'Afrique.
- **Des politiques écologiquement durables** et des économies résilientes. Les communautés doivent mettre en œuvre des mesures visant à gérer de façon durable « la riche biodiversité, les forêts, les terres et les eaux » du continent.

Bien que la police de proximité soit souvent décrite comme une approche douce à la sécurité, elle a été utilisée avec succès dans le monde entier pour réduire la peur des menaces de sécurité, prévenir les crimes et améliorer la sûreté du public, selon le Woodrow Wilson International Center for Scholars. Ce type de pratique peut en général être divisé en cinq éléments : résolution des problèmes, partenariat, livraison des services, responsabilisation et prise de responsabilité. Le centre déclare que la police de proximité peut être particulièrement utile pour identifier les comportements suspects, y compris la radicalisation et l'extrémisme, et pour en informer rapidement les policiers.

L'étude du CESA montre que certains plans d'amélioration de la sécurité urbaine sont déjà en place ou sont en cours d'organisation. Certaines villes investissent dans la collecte des données, en mesurant comment améliorer la gouvernance et la prise de décision. La Communauté de développement d'Afrique australe œuvre avec Good Governance Africa, projet visant à développer des indicateurs pour les villes africaines, dans le but de mieux informer les décideurs sur les domaines prioritaires pour y apporter des améliorations.

Dans les pays africains, divers niveaux de gouvernement développent des programmes de formation professionnelle qui servent de modèles pour les responsables politiques urbains. Au Nigeria, l'initiative EdoJobs lancée par le gouvernement de l'État d'Edo offre une formation technique et des services de placement professionnel pour combattre le chômage parmi les jeunes. Au Kenya, le Projet des opportunités d'emploi pour les jeunes Kényans, soutenu par le gouvernement national, fournit une formation et des subsides d'affaires aux jeunes. Le projet du Kenya a atteint plus de 358.000 personnes et 77 % d'entre eux ont trouvé un emploi.

Dans la commune Abobo d'Abidjan (Côte d'Ivoire), les comités de vigilance locaux ont créé des partenariats avec la police pour faire face à la hausse des crimes urbains. Ces comités agissent comme intermédiaires entre les résidents et la police, en développant la communication et la confiance. Cette approche a contribué à l'amélioration des relations entre la communauté et la police et à l'efficacité des stratégies de prévention du crime.

Un point crucial pour gérer les défis de la sécurité au sein de l'évolution démographique urbaine d'Afrique consistera à éviter de traiter des quartiers entiers ou des populations entières comme des menaces de sécurité, conclut le CESA. D'un point de vue historique, de telles approches, par exemple l'interdiction de circuler dans certains secteurs de la ville, les évictions forcées ou la répression policière, n'ont fait qu'approfondir le manque de confiance et ont fait des pratiques de main lourde de la police l'une des formes les plus préjudiciables d'insécurité dans les villes sujettes à une croissance rapide.

« Au lieu de ça, les autorités locales doivent s'efforcer de bien comprendre ces communautés, de reconnaître leur rôle dans la résilience et la vitalité urbaines, et de mieux les intégrer dans les systèmes économiques et sociaux de la ville. » □

LA TRAGÉDIE

DANS LA LIGNE

DE MIRE

La technologie des drones offre des opportunités de contre-terrorisme mais nécessite des protections et une supervision

Un homme armé passe devant le Palais républicain de Khartoum (Soudan) ravagé par la guerre, après sa reprise par les Forces armées soudanaises.. THE ASSOCIATED PRESS



PERSONNEL D'ADF

Les avancées récentes dans la technologie des drones font changer la conduite de la guerre mais ces développements révolutionnaires devançant aussi les règles d'éthique qui régissent leur emploi.

Dans le monde entier, l'utilisation des drones armés sans supervision appropriée conduit au décès des innocents. Dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les attaques de drone à faible rayon d'action ont tué 395 civils et blessé plus de 2.600 en Ukraine, selon un rapport de juin 2025 publié par les Nations unies. L'Ukraine est désormais « le plus grand théâtre mondial de drones de pointe », avec 70 % des blessés et des morts sur le champ de bataille, selon un rapport de 2025 du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA).

Le Soudan est devenu un autre point sensible de l'emploi systématique des drones. Les deux belligérants de la guerre civile ont montré une indifférence monstrueuse à l'égard des civils avec leurs attaques de drone.

« Les civils innocents du Soudan continuent à constater la dévastation de leur foyer, leur vie et leur communauté par l'utilisation systématique des drones entre les mains de personnes de plus en plus incontrôlées », selon une étude du projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data).

Un rapport de 2025 sur la guerre des drones sponsorisé par l'organisme de recherche Drone Wars UK et intitulé « Death on Delivery » [La mort à la livraison] déclare que des études récentes sur les attaques montrent le besoin urgent d'imposer de meilleurs contrôles sur la prolifération des drones armés. Il note aussi les « échecs de responsabilité évidents de ceux qui exportent ces armes en les fournissant à des

gouvernements qui semblent avoir peu d'intérêt à respecter le droit humanitaire international ».

« L'ampleur de la souffrance des civils démontrée dans ce rapport devrait révéler clairement la menace posée par l'expansion rapide de la guerre des drones dans le monde, selon le rapport. Les civils innocents vivant avec les conflits, l'instabilité politique et l'insécurité généralisée doivent maintenant confronter la menace supplémentaire des attaques de drone, ce qui rend même les actions les plus basiques de la vie quotidienne, telles que la visite d'un marché ou d'un lieu de culte, potentiellement mortelles. »

Rien qu'en Afrique, dit le rapport, plus de 943 civils de 6 pays ont été tués dans au moins 50 incidents entre novembre 2021 et novembre 2024.

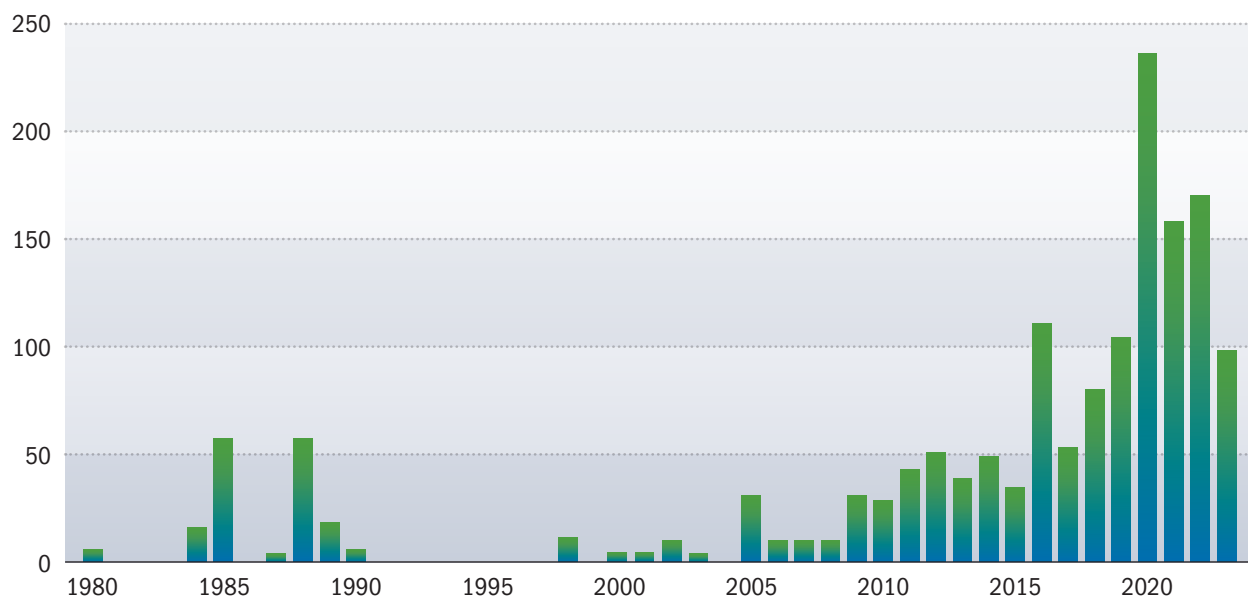
Le remplacement des êtres humains

Les opportunités liées à l'utilisation massive des drones volants, appelés aussi systèmes aériens sans humain à bord, sont énormes et variées. Les forces armées africaines utilisent depuis des années les aéronefs pilotés à distance à des fins de reconnaissance et de collecte de renseignement. Leur emploi en tant qu'armes est une innovation relativement récente.

Pendant de nombreuses années, les drones armés étaient des aéronefs à voilure fixe, de la taille d'un petit avion traditionnel. Ces drones pilotés depuis le sol larguaient leurs bombes et retournaient à leur base aérienne d'origine. On les appelle souvent des drones

Les civils qui s'enfuient du Soudan en guerre attendent de s'inscrire comme réfugiés au Soudan du Sud. Les Nations unies déclarent que les deux généraux rivaux qui se battent au Soudan ont employé systématiquement des drones et tué des civils. AFP/GETTY IMAGES

Croissance exponentielle des importations de drones de combat par les armées africaines (1980 à 2023)



Source : Base de données de Military Africa

moyenne altitude à longue endurance. Le coût de ces aéronefs a baissé considérablement au cours des dernières années. L'Africa Report déclare que le coût de ces drones était initialement entre 12 et 30 millions de dollars l'unité. Les aéronefs actuels de fabrication chinoise peuvent être achetés pour un million de dollars seulement.

Depuis trois ans, la guerre des drones utilise aussi un appareil de type différent : un aéronef peu coûteux de taille réduite, typiquement quadrirotor, employé habituellement pour les missions « suicide ». Ils sont souvent adaptés à partir de drones commerciaux en vente libre et peuvent coûter seulement 300 dollars chacun. Un drone de 3 kg acheté dans une boutique de loisirs ou

Les pays africains adaptent les drones commerciaux à leurs propres fins. Ce drone d'Afrique du Sud a été doté d'un haut-parleur pour diffuser des messages pendant les urgences.

REALTIME IMAGES/ABACA VIA REUTERS CONNECT



d'électronique et manœuvré par un pilote expérimenté peut transporter suffisamment d'explosifs pour détruire un véhicule blindé, déclare Andrii Fedorov, co-fondateur et PDG de la société ukrainienne Nomad Drones, au journal New York Post. Les chercheurs déclarent que certains pays vendent des drones bon marché sans considération pour la façon dont ils sont utilisés.

« Les drones offrent aux armées de l'Afrique subsaharienne un accès moins cher et plus polyvalent à la puissance aérienne, qui jusqu'à présent était hors d'atteinte à cause de son coût et de sa complexité opérationnelle », déclare Djenabou Cissé de la Fondation pour la recherche stratégique, selon un reportage de France24. Les pays tels que la Chine, l'Iran et la Turquie ont l'avantage de vendre leurs drones « sans inclure de conditions politiques liées au respect des droits de l'homme », ajoute-t-elle.

Les responsables onusiens déclarent que l'utilisation éthique des drones armés n'a pas suivi les avancées de la technologie des drones. Les attaques terroristes par drone contre les civils sont souvent intentionnelles, alors que l'on pense en général que les attaques gouvernementales par drone contre les civils sont accidentelles. Le résultat est le même : des non-combattants sont tués ou blessés. L'ONU dit que cet emploi des drones enfreint le principe fondamental du droit humanitaire international, selon lequel les attaques peuvent seulement être conduites contre des cibles militaires. L'emploi persistant et systématique des drones constitue un crime de guerre, conclut l'ONU.

Les décès civils pendant les bombardements peuvent en général être attribués à l'un des trois facteurs suivants : de mauvais renseignements, des erreurs d'étalonnage



Des étudiants observent un drone civil à Abidjan (Côte d'Ivoire). Les forces armées et les terroristes adaptent des drones peu coûteux et commercialement disponibles. AFP/GETTY IMAGES



Les drones offrent aux armées de l'Afrique subsaharienne un accès moins cher et plus polyvalent à la puissance aérienne, qui jusqu'à présent était hors d'atteinte à cause de son coût et de sa complexité opérationnelle. »

~ Djenabou Cissé, Fondation pour la recherche stratégique

des charges d'explosif ou l'imprécision liée à l'emploi des drones. L'Africa Report déclare que « des problèmes d'origine humaine ou technique contribuent à ces décès ».

Peut-être plus que tout autre peuple du monde, les habitants du Soudan déchiré par la guerre ont ressenti les avancées dévastatrices de la guerre des drones au cours des deux dernières années. Lorsque la guerre civile soudanaise a éclaté en avril 2023, les drones militaires en Afrique étaient en général utilisés seulement pour la surveillance et la collecte du renseignement. Depuis lors, les drones peu chers en vente libre ont été convertis en soldats sacrificiels qui envahissent depuis les airs.

Les estimations du nombre de morts au Soudan varient énormément. Le Global Conflict Tracker estime que jusqu'à 150.000 personnes sont tombées victimes des drones. Plus de 14 millions de gens ont été chassés de chez eux, ce qui a conduit à la pire crise de déplacement au monde. En date de la mi-2025, l'ONU dit que le pays, est aussi en proie à la « pire crise de famine au monde ».

Face aux décès et à la mutilation des civils par les drones, en particulier en Ukraine et au Soudan, l'ONU déclare que les combattants enfreignent les principes de base de la dignité humaine. Tom Fletcher, coordinateur du secours d'urgence de l'ONU, déclare en mai 2025 : « Le droit humanitaire international doit être respecté. Il

faut constamment prendre soin d'épargner les civils et l'infrastructure civile. »

Les conventions de Genève

Des règles internationales sont en place depuis 75 ans pour protéger les civils contre l'emploi irresponsable des armes et des tactiques. Les conventions de Genève sont une série de traités conclus en 1949 pour former le noyau du droit humanitaire international afin de protéger les civils et les combattants pendant les conflits armés. Les conventions incluent des règles pour assurer le traitement humanitaire des civils et les protéger contre la violence, la torture et les punitions collectives.

L'article 51 déclare spécifiquement que, en cas de guerre, la population civile et les civils individuels « obtiendront une protection générale contre les dangers dus aux opérations militaires ». Le traité interdit les actes ou les menaces de violence visant à propager la terreur chez la population civile. Il interdit aussi les attaques systématiques, notamment celles qui ne sont pas dirigées contre un objectif militaire particulier. L'interdiction concerne aussi les attaques « de nature à frapper les objectifs militaires et les civils ou les biens civils sans distinction ».

Bien que le traité reconnaisse que la réalité des pertes civiles dans la guerre, il interdit les attaques qui

pourraient être susceptibles de tuer ou de blesser les civils et d'endommager les biens, « d'une manière qui serait excessive en rapport avec l'avantage militaire direct et concret anticipé ». Il interdit aussi les attaques de représailles contre les civils.

Le traité remarque que les civils ne peuvent pas être utilisés « pour mettre certains lieux ou zones à l'abri des opérations militaires » ou pour protéger les objectifs militaires contre les attaques.

Un nouvel élément de la guerre

L'intelligence artificielle (IA) ajoute des complications critiques à l'emploi des drones armés. L'ONU qualifie les armes dotées de l'IA de « robots assassins » descendant des cieux et décidant eux-mêmes qui attaquer ». Izumi Nakamitsu, chef du bureau de l'ONU pour les affaires de désarmement, déclare que l'utilisation de ces machines avec « une pleine délégation de pouvoir », capables de prendre la décision d'éliminer des vies humaines, est « tout simplement répugnante moralement » et devrait être interdite par le droit international.

Human Rights Watch a dit que l'utilisation des armes autonomes est le dernier et le plus grave exemple de la « déshumanisation numérique », avec l'IA prenant « des décisions qui changent la vie sur des sujets affectant les humains, telles que les actes de police, l'application des lois et le contrôle des frontières ».

Mary Wareham de Human Rights Watch a déclaré dans un rapport de l'ONU : « Il est très facile pour les machines de cibler des humains par erreur. Les personnes handicapées courent un risque particulier à cause de leur façon de se déplacer. Les fauteuils roulants peuvent être confondus avec des armes. Une préoccupation existe aussi concernant la technologie de reconnaissance faciale et d'autres mesures biométriques, qui pourraient être incapables d'identifier correctement les personnes avec des teints de peau différents. L'IA

est toujours imparfaite et elle possède les préjugés des personnes qui programment ces systèmes. »

Selon le rapport, il faut protéger les civils

Death on Delivery a décrit les effets des drones armés sur les civils du monde entier. En conclusion, le rapport offre six recommandations pour empêcher leur mauvais usage. Bien qu'il ait été écrit pour le Royaume-Uni, ses recommandations s'appliquent à tout pays confronté par les drones armés :

- Les pays vendeurs de drones, spécifiquement la Chine, l'Iran et la Turquie mentionnés par le rapport, devraient conduire des enquêtes basées sur les faits concernant les dommages civils provoqués par la vente de leurs systèmes de drones, et rendre publics les résultats des enquêtes.
- Les pays exportateurs de drones capables d'être armés devraient renouveler leur engagement de protection des civils dans les conflits armés et « effectuer des évaluations beaucoup plus rigoureuses » sur la probabilité de nuire aux civils. En présence d'antécédents d'infractions contre les civils, le rapport dit que les exportations devraient être stoppées.
- La communauté internationale doit rapidement développer et mettre en œuvre « un nouveau régime international de contrôle » qui se concentre sur la prévention des dommages dus à la prolifération des systèmes de drones.
- Les pays devraient œuvrer avec les autres pays, les groupes à but non lucratif et les groupes de victimes pour établir des contrôles internationaux robustes sur le transfert et l'utilisation des drones armés.





Éclats d'obus dans la localité éthiopienne de Lalibela après une attaque de drone en 2022. REUTERS



Une peinture murale à Ouagadougou (Burkina Faso) exhorte les habitants à rester vigilants et mobilisés. Human Rights Watch déclare que les forces de sécurité du Burkina Faso ont tué des dizaines de civils dans des attaques de drones. THE ASSOCIATED PRESS

- Les gouvernements devraient affirmer le besoin de transparence, supervision et responsabilité dans l'utilisation des drones armés par tout pays. Ceci devrait inclure le relevé du nombre de morts et l'assistance aux victimes.
- Les pays devraient condamner explicitement les assassinats extrajudiciaires avec les drones et affirmer l'applicabilité du droit international, y compris la Charte des Nations unies, le droit humanitaire international et les droits internationaux de l'homme.

L'utilisation croissante des drones par les terroristes et autres acteurs armés non étatiques en Afrique indique que l'avantage technologique normalement détenu par les gouvernements est de plus en plus contesté, signale Nate Allen du CESA.

Il déclare dans un rapport d'avril 2025 : « La militarisation des drones commerciaux plus généralement accessibles peut bénéficier davantage aux acteurs armés non étatiques. Pour riposter, les forces de sécurité africaines devront de toute urgence adopter des capacités anti-drone. » La prolifération des drones exige que les gouvernements africains « développent une compréhension plus complexe des risques et des limites d'utilisation des drones armés et adaptent leur doctrine en conséquence, écrit-il. Les drones sont sur le point de devenir le système militaire déterminant du 21ème siècle. Toutefois, la gestion de la prolifération rapide des systèmes sans humain à bord exigera des décisions stratégiques judicieuses de la part des êtres humains. »

Dans un rapport de 2023, le professeur Christian Enemark de l'université de Southampton (Royaume-Uni) a déclaré que, bien que les drones armés « ne soient pas des systèmes d'armes intrinsèquement diaboliques », leur emploi suscite des problèmes plus vastes, notamment les décisions inévitables liées au recours à la violence dans les affaires internationales, les méthodes systématiques de guerre et le contrôle humain inadéquat des opérations.

Le professeur a énuméré cinq principes d'utilisation des drones, le premier étant une restriction selon laquelle ils devraient être déployés seulement de concert avec le personnel militaire au sol et/ou des navires de guerre ou des aéronefs pourvus en personnel. Ce principe, appelé « armes combinées » permet d'empêcher les pays dotés de drones « d'avoir recours trop fréquemment à la violence ». Il a ajouté que les drones armés devraient être utilisés uniquement pour protéger les personnes « confrontées par une menace immédiate de danger grave ». Ses principes incluent le maintien de toute utilisation de drone sous « un contrôle humain probant » et l'assurance d'une divulgation publique concernant les lieux, les raisons et la manière d'utilisation des drones armés. Il a aussi dit que les opérateurs devraient avoir le droit de « refuser raisonnablement » d'utiliser leurs drones comme des armes.



La militarisation des drones commerciaux plus généralement accessibles peut bénéficier davantage aux acteurs armés non étatiques. Pour riposter, les forces de sécurité africaines devront de toute urgence adopter des capacités anti-drone. »

~ Nate Allen, Centre d'études stratégiques de l'Afrique

Le professeur Enemark écrit : « L'engagement d'un état utilisateur de drones à suivre les lois internationales de la guerre (par exemple la loi contre le ciblage des civils) est seulement un engagement minimum de "faire ce qui est juste". Selon une perspective morale, il serait préférable d'aller plus loin. Pour répondre complètement aux inquiétudes de longue date du public, les utilisateurs de drones armés devraient adhérer à une norme plus élevée : faire preuve d'une plus grande retenue, comparé à ce qui est actuellement exigé par la loi. » □

LA FLOTTE DE LA MARINE NIGÉRIANE S'AGRANDIT

PERSONNEL D'ADF

A l'occasion de son 69ème anniversaire, la Marine nigériane a mis en service trois patrouilleurs et trois hélicoptères AW109 Trekker lors d'une cérémonie à Apapa, État de Lagos.

Les navires nouvellement mis en service sont les NNS Shere, NNS Faro et NNS Ikogosi. Le Nigeria a acquis deux de ces vaisseaux de classe Sea Eagle auprès de Singapour et le troisième auprès de la Corée du Sud. Ils sont tous arrivés au Nigeria en décembre 2024, selon defenceWeb.

Les bateaux de 38 mètres sont conçus pour les patrouilles du littoral nigérian et de la zone contiguë jusqu'à 24 milles marins ; ils peuvent s'engager dans des opérations prolongées. On anticipe que leur acquisition améliorera sensiblement la présence de la Marine et les réponses rapides en mer, selon la Marine nigériane.

Le ministère de la Défense a acheté les trois hélicoptères AW109 Trekker à la fin 2024 mais, pareillement aux nouveaux bateaux, ils ont été officiellement mis en service vers la mi-2025. Ils sont équipés pour une gamme de missions, notamment la reconnaissance aérienne, la recherche et le sauvetage, l'insertion aérienne et l'évacuation médicale.

L'expansion de la flotte se produit alors que la Marine nigériane continue à combattre le vol du pétrole grâce à des efforts tels que l'opération Delta Sanity ; elle maintient aussi une politique de tolérance zéro pour la piraterie. Le

nouveau matériel est conçu pour améliorer la capacité de la Marine pour répondre aux menaces émergentes, protéger les ressources nationales et contribuer à la stabilité régionale, selon le reportage de defenceWeb.

La Marine a aussi ouvert de nouveaux logements pour son personnel, dans le cadre d'une approche holistique visant à améliorer l'état de préparation opérationnelle et le bien-être.

La cérémonie de mise en service a inclus l'inspection des projets en cours à Lagos, en présentant la construction des bateaux Seaward Defence Boat IV et V à la Naval Dockyard Ltd. Ce sont des navires de haute mer fabriqués localement, conçus par des constructeurs navals et des ingénieurs de la Marine nigériane. Les constructeurs ont complété le NNS Andoni en 2012 et le NNS Karaduwa en 2016. Ils ont complété le NNS Oji en 2021. La Marine utilise toujours ces trois vaisseaux. On anticipe que les quatrième et cinquième bateaux de la série seront bientôt complétés.

Le Seaward Defence Boat est une classe de navire patrouilleur rapide développé par la Naval Dockyard Ltd. pour la Marine nigériane. Le programme conçoit et construit des navires de patrouille locaux pour améliorer la sécurité maritime dans le golfe de Guinée, combattre la piraterie et promouvoir la manufacture locale des navires. Les plans initiaux ont fait appel à 10 de ces vaisseaux de 43 mètres de long.



La Marine nigériane met en service trois bateaux patrouilleurs des eaux littorales lors de la célébration de son 69ème anniversaire. MARINE NIGÉRIANE



Un hélicoptère Bell 412 pour la lutte contre les incendies fait le plein d'eau dans une piscine près d'un incendie de forêt. AFP/GETTY IMAGES

LA TUNISIE

commande douze hélicoptères multi-usages

DEFENCEWEB

L'Armée de l'air tunisienne a commandé 12 hélicoptères Subaru Bell 412EPX pour des missions militaires et sécuritaires multi-rôles.

Bell Textron déclare que la commande agrandira la flotte tunisienne de 39 aéronefs Bell à voilure tournante, notamment les Bell UH-1, 205 et OH-58. Entre-temps, la Garde nationale tunisienne a récemment commencé à utiliser des Bell 429. Cela fait deux années que la Tunisie cherche à acquérir de nouveaux hélicoptères.

Le Bell 412EPX est principalement utilisé pour des missions de sécurité publique, utilitaires et militaires, notamment la lutte contre les incendies, la mise en application des lois, la recherche et le sauvetage, les transports médicaux et les activités utilitaires et de transport générales. Il a aussi été employé pour le transport des soldats. Bell Textron déclare que plus de 54 % de la flotte totale de Bell 412 est affectée à des missions publiques et militaires.

Le Subaru Bell 412EPX peut transporter un pilote et 14 passagers à une vitesse de 122 nœuds sur une distance de 357 milles marins. Il est propulsé par deux moteurs Canada PT6T-9 de Pratt & Whitney, dont la puissance nominale au décollage est 1.122 chevaux.

Les nouveaux appareils agrandiront la flotte d'aéronefs à voilure tournante déjà importante et polyvalente de Tunisie. Selon la base de données d'aviation militaire Scramble, l'Armée de l'air tunisienne utilise près de 100 hélicoptères de différents modèles. La Garde nationale utilise trois Bell 429.

La Somalie

acquiert des hélicoptères d'attaque T-129

DEFENCEWEB

LA SOMALIE a pris livraison de trois hélicoptères d'attaque T-129 de Turquie dans le cadre d'un soutien turc croissant aux forces armées de ce pays d'Afrique de l'Est.

La livraison a inclus deux hélicoptères utilitaires pour la Marine somalienne dans le cadre d'un pacte de défense que les deux nations ont conclu en février 2024, et qui a permis à la Turquie d'établir une présence navale à Mogadiscio. On signale que la Turquie a formé pendant un an environ des pilotes somaliens pour piloter les T-129. Peu après être arrivés en Somalie, les T-129 ont été apparemment employés contre des cibles chebabs, en offrant aux forces armées somaliennes une capacité militaire d'attaque de précision. On constate que les aéronefs survolent Mogadiscio et d'autres régions du pays.

Le T-129 Atak est basé sur l'Agusta A129 Mangusta italien mais il est doté de systèmes avioniques, de logiciels de mission et de systèmes d'armement développés par la Turquie. Le T-129 est propulsé par deux moteurs turbo-propulseurs spécialement conçus pour les hélicoptères. Il est équipé d'un canon rotatif de 20 mm à trois barilletts. Il peut transporter des armements tels que des missiles antichar et des missiles de 70 mm à guidage laser.

Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a déclaré au président Hassan Sheikh Mohamoud de Somalie que le soutien de contre-terrorisme offert par la Turquie à la Somalie serait renforcé, selon une déclaration. Les Chebabs continuent à lancer des attaques contre des cibles civiles et gouvernementales.

Vers la mi-2025, la Turquie avait environ 500 soldats en Somalie pour soutenir l'armée somalienne. Plusieurs drones aériens turcs Bayraktar TB2 et Akinci sont utilisés pour soutenir les forces somaliennes et turques. Au moins deux drones Akinci ont été livrés en mars 2025. Les TB2 sont en service dans l'Armée nationale somalienne depuis 2022 et sont utilisés contre les Chebabs.

La Turquie continue à intensifier son rôle en Somalie, avec la signature d'un accord d'exploration énergétique avec le pays. Elle a formé des milliers de soldats somaliens et son but est de former le tiers des forces militaires du pays.

Survol de deux hélicoptères T-129





LES PAYS AFRICAINS

se tournent vers l'IA et les drones pour sécuriser leurs frontières

PERSONNEL D'ADF

L'Afrique du Sud a rejoint l'Éthiopie, le Kenya, le Soudan et la Tunisie dans le déploiement de la technologie de pointe, notamment l'intelligence artificielle et les drones, pour améliorer la sécurité des frontières.

La mise à niveau de la technologie sud-africaine inclut quatre drones quadrirotors pour surveiller les lieux notoires de passage illégal. Les drones peuvent fonctionner 24 heures sur 24 et utilisent des caméras infrarouges pour traquer les personnes qui franchissent la frontière pendant la nuit. Les télémètres lasers localisent potentiellement ces personnes. Un essai de la technologie pendant dix jours par l'autorité de gestion des frontières d'Afrique du Sud a conduit à une augmentation de 61 % des arrestations aux passages frontaliers.

Les experts pensent que l'IA peut aider à sécuriser les frontières poreuses contre les trafiquants, les terroristes et les migrants illégaux.

« La question de l'intelligence artificielle devient tout à fait fondamentale, en particulier concernant la gestion des risques, pour améliorer la gestion frontalière efficace », a déclaré le commissaire de la sécurité des frontières sud-africain Michael Masiapato dans un clip vidéo.

L'ajout de l'IA à l'outillage de la sécurité des frontières permet au personnel de la sécurité d'analyser d'énormes quantités de données recueillies aux passages frontaliers pour prédire les menaces potentielles et déployer plus efficacement le personnel, selon Kithure Kindiki, vice-président de la République du Kenya. Il a déclaré dans une réunion régionale de 2024 sur la sécurité des frontières que l'IA a un rôle important à jouer dans la protection des frontières.

« L'emploi de la technologie, en particulier la technologie numérique, est crucial pour le contrôle et la gestion futurs des frontières, a-t-il dit. La gestion du contrôle futur des frontières sera axée sur les données. »

Les autorités d'Afrique du Sud utilisent un drone pour surveiller les frontières du pays. LEON SCHREIBER/X

Les experts du panel de haut niveau de l'Union africaine sur les technologies émergentes recommandent d'utiliser l'IA pour analyser les images aux passages frontaliers en temps réel, puis de les mémoriser en toute sécurité pour les étudier et les partager avec les agences et les pays.



Le ministre sud-africain de l'Intérieur Leon Schreiber présente un drone qui surveille les frontières du pays. LEON SCHREIBER/X

Les experts du panel ont écrit dans un article de blog de 2021 : « De cette façon, la capacité de technologie numérique peut aider les pays africains à mieux gérer leurs frontières contre les crimes potentiels. L'adoption de telles mesures peut aussi sécuriser la paix et la stabilité dans l'ensemble du continent africain. »



LE NIGERIA PRÉSENTE UN « HEXAROTOR » ARMÉ D'UN FUSIL

PERSONNEL D'ADF

L'**Institut de technologie de l'Armée de l'air (AFIT)** du Nigeria a construit un drone hexarotor armé d'un fusil, qui sera utilisé pour la surveillance et les frappes de précision dans les combats.

Le drone qui a été présenté au forum des armées de l'air africaines de Lagos peut atteindre une altitude de 400 mètres et parcourir 40 km en 40 minutes. Le nom « hexarotor » provient de sa conception à six rotors qui permet d'intégrer toute une gamme de fonctions.

Le drone a été fabriqué à 70 % avec du matériel local et des logiciels locaux, ce qui reflète l'objectif d'auto-suffisance promu par l'institut.

Le professeur M. Alimony, directeur de la recherche et du développement de l'AFIT, a déclaré au journal Guardian : « Il ne s'agit pas simplement de construire des drones. Il s'agit de développer l'écosystème et les capacités permettant au Nigeria de satisfaire à ses propres besoins sécuritaires et technologiques. »

L'hexarotor possède un système GPS intégré, un autopilote, et des systèmes de communication et d'imagerie. Sa configuration soutient les opérations telles que la collecte de renseignement et les engagements de combat limités.

L'AFIT a présenté plusieurs autres outils, notamment un « mini-véhicule espion intelligent » utilisé pour les opérations de renseignement, un dispositif de recherche et sauvetage et un véhicule sans humain à bord pour les opérations au sol, selon un reportage de Military Africa. L'institut déclare qu'il se concentre sur la création de la technologie qui satisfait aux besoins de sécurité uniques du Nigeria et qui permet au secteur de la défense du pays de devenir plus indépendant à l'égard des fournisseurs externes.

« Notre but est d'assurer que cette technologie soit non seulement produite au Nigeria, mais qu'elle appartienne au Nigeria », a déclaré le professeur Alimony.

Ci-dessus : Un drone « hexarotor » armé d'un fusil est présenté au 4ème forum des armées de l'air africaines à Lagos (Nigeria) en mai 2025.

INSTITUT DE TECHNOLOGIE DE L'ARMÉE DE L'AIR



LES FORCES ARMÉES ET L'AGENCE SPATIALE DU **SÉNÉGAL** CONCLUENT UN ACCORD DE COOPÉRATION

PERSONNEL D'ADF

LES DIRIGEANTS des Forces armées et de l'Agence sénégalaise pour les études spatiales (ASES) ont conclu un protocole d'accord pour établir une structure de coopération stratégique entre les secteurs de la défense et de l'espace.

Ils ont qualifié l'accord d'historique et ont déclaré qu'il s'inscrivait au sein d'une tendance de collaboration accrue entre les forces armées et les agences spatiales du continent, alors que les pays reconnaissent l'importance de la technologie satellitaire pour la surveillance, les communications sécurisées et la sécurité nationale.

Le général Mbaye Cissé, chef d'état-major général des Forces armées du Sénégal, a déclaré lors de la signature en juin 2025 : « Nous faisons aujourd'hui un pas décisif vers l'avenir. Ce protocole a une signification stratégique majeure. »

L'ASES établie en 2023 a de grandes ambitions. Les ingénieurs et les techniciens sénégalais ont construit le Gaïndesat-1A, premier satellite du pays, en collaboration avec le Centre spatial de l'université de Montpellier (France). Le satellite a été lancé en orbite en 2024. L'agence prévoit de lancer cinq à sept satellites à partir de 2028 et espère créer une « Vallée sénégalaise de l'espace » comme centre d'innovation.

Maram Kairé, directeur général de l'ASES, a déclaré : « En créant l'ASES, la nation sénégalaise a une ambition claire : exploiter de façon interdisciplinaire le secteur spatial pour impacter tous les domaines, et la sécurité en priorité. Ce partenariat stimulera l'innovation, renforcera notre souveraineté et développera les aptitudes de demain. »

L'accord de cinq ans du secteur de la défense recevra un soutien technique de Prométhée Earth Intelligence, société qui fournit des images de haute résolution de la planète, presque en temps réel.

Le Sénégal n'est pas le seul pays à combiner les travaux de ses secteurs de la défense et de l'espace. Le Nigeria a créé l'Administration de la défense spatiale pour soutenir la sécurité nationale en employant des satellites. L'Égypte a lancé un satellite appelé TIBA-1 affecté aux communications militaires.



Le général Mbaye Cissé, chef d'état-major général des Forces armées sénégalaises, et M. Maram Kairé, directeur général de l'Agence sénégalaise pour les études spatiales, ont signé un protocole d'accord pour promouvoir la coopération.

AGENCE SÉNÉGALAISE POUR LES ÉTUDES SPATIALES

L'ÉTHIOPIE ET LE MAROC RENFORCENT LEURS LIENS MILITAIRES

PERSONNEL D'ADF

L'Éthiopie et le Maroc ont conclu un accord de coopération militaire visant à renforcer les liens de défense par le biais d'un entraînement conjoint, d'exercices et de programmes de recherche scientifique et de santé militaire. L'accord établit une commission militaire conjointe pour superviser sa mise en œuvre.

Aisha Mohammed Mussa, ministre éthiopienne de la Défense, et Abdellatif Loudiyi, ministre chargé de l'Administration de la Défense nationale du Maroc, ont signé l'accord le 17 juin 2025 à Rabat (Maroc).

Plusieurs semaines avant la signature, l'Éthiopie avait accueilli une délégation d'officiers marocains de haut niveau au complexe d'ingénierie des munitions de Homicho et au quartier général de l'Armée de l'air éthiopienne, où ils avaient été informés des efforts éthiopiens visant à améliorer la fabrication du matériel de défense et l'état de préparation opérationnelle.

Le major-général Teshome Gemechu, directeur général des relations extérieures et de la coopération militaire d'Éthiopie, a déclaré à Addis Media Network : « L'Éthiopie et le Maroc se sont tous les deux engagés à coopérer en matière de paix et de sécurité en Afrique. Les institutions militaires des deux pays ont exprimé un grand intérêt pour la mise en commun des expériences, en particulier dans les domaines du transfert de technologie, de la cybersécurité et de la Marine de guerre. »

Aisha Mohammed Mussa (à droite), ministre éthiopienne de la Défense, participe à une cérémonie de signature avec Abdellatif Loudiyi, ministre chargé de l'Administration de la Défense nationale du Maroc. ETHIOPIAN NEWS AGENCY

Cette action fait suite à la visite du roi du Maroc Mohammed VI en 2024, pendant laquelle les deux pays ont conclu une série d'accords sur des domaines tels que les services aériens, le commerce, la taxation, les investissements, l'agriculture et l'énergie renouvelable. Le Maroc a souhaité renforcer ses liens avec l'Afrique subsaharienne au cours des dernières années, en particulier depuis qu'il a rejoint l'Union africaine en 2017.

L'Éthiopie et le Maroc ont des objectifs de sécurité communs, par exemple la prévention de la propagation des groupes terroristes et la clôture des réseaux du crime organisé qui sont actifs en Afrique du Nord et dans la Corne de l'Afrique.

« En renforçant sa coopération militaire avec l'Éthiopie, le Maroc souhaite sécuriser les intérêts communs et empêcher toute tentative qui menacerait ces intérêts, tout en confrontant les menaces et les défis communs affrontés par l'ensemble du continent africain, tels que le crime organisé et le terrorisme », écrit le journaliste Mohammed Mamouni Al-Alawi pour le site web d'actualité Atalayar.



Le Ghana prévoit des investissements militaires d'un milliard de dollars et un nouveau programme de formation civile

PERSONNEL D'ADF

Une nouvelle initiative du Ghana offre aux diplômés des collèges l'opportunité d'une expérience dans les forces armées. Les intéressés peuvent s'inscrire à un cours de formation de base de six semaines qui mettra à l'épreuve leur discipline, leur résilience et leurs aptitudes de travail d'équipe, « tout en encourageant une meilleure appréciation des impératifs de la sécurité nationale », déclarent les Forces armées du Ghana.

Un groupe initial de 10.000 volontaires participe au cours qui a commencé le 31 août 2025 et qui est conçu pour former les jeunes Ghanéens dans la réponse aux urgences, la sécurité et la responsabilité civique.

Le Dr Edward Omane Boamah, ministre de la Défense à l'époque, a déclaré : « Ce programme n'est pas obligatoire, il est volontaire. Ceux qui s'inscrivent obtiendront des compétences essentielles de grande valeur qui dépassent l'orientation militaire. Elles concernent le service, la discipline et la préparation en vue de soutenir les efforts des urgences nationales. »

Tous les diplômés ghanéens des écoles de troisième cycle sont tenus d'effectuer leur service national pendant une période de douze mois.

Les Forces armées du Ghana ont aussi annoncé un plan de recrutement de 12.000 nouveaux membres au cours des quatre prochaines années, et des investissements d'un milliard de dollars pour améliorer l'état de préparation et se moderniser. Le plan de 15 éléments inclut de nouvelles ressources aériennes, des drones aériens, la construction de 10.000 logements, de nouveaux véhicules tactiques, des gilets pare-balles et des systèmes de communication numériques.

Le Dr Boamah a dit en annonçant le plan : « Notre force ne concerne pas seulement nos armes, mais aussi notre unité, résilience et engagement inébranlable envers les progrès du Ghana. Avançons ensemble avec les Forces armées du Ghana en tant que gardiennes de la paix et architectes de la prospérité. »

Des membres des Forces armées du Ghana marchent dans le défilé de la Journée de l'indépendance le 6 mars 2025 à Accra.

AFP/GETTY IMAGES

Avec la destruction des armes à feu illégales, le Kenya envoie un message aux bandits

PERSONNEL D'ADF

Les Forces de défense du Kenya ont détruit 6.000 armes à feu illégales à Ngong, dans le comté de Kajado, lors d'un événement auquel a participé le président William Ruto.

Cette action fait partie de la lutte du gouvernement contre la prolifération des armes légères et de petit calibre qui encouragent le banditisme et la violence intercommunale dans certaines sections du pays. Les armes à feu ont été récupérées entre 2022 et 2025, la majorité ayant

été volontairement remise par le public grâce à des programmes d'amnistie et des campagnes de désarmement communautaires. Les responsables ont aussi récupéré une quantité importante lors d'opérations de sécurité ciblées.

« Je félicite nos agences de sécurité et les citoyens responsables, y compris les chefs religieux et communautaires, dont l'esprit civique et le patriotisme ont rendu possible ce jalon national, a dit M. Ruto. Grâce à ces efforts, nos familles, nos communautés et notre nation sont mieux sécurisées. »

Selon des estimations, le Kenya est inondé par 650.000 armes illégales. Ces armes provoquent la violence, en particulier dans la région Nord de la vallée du Rift, où le vol de bétail et les disputes concernant le pâturage conduisent aux effusions de sang. Plus de 300 Kényans ont trouvé la mort à cause de la violence liée au vol de bétail sur une période de douze mois, selon un rapport de 2024 du Centre national de recherche sur les crimes.

L'événement de destruction des armes a coïncidé avec le 20ème anniversaire du Centre régional sur les armes légères et de petit calibre, organisme international qui soutient les initiatives de désarmement dans 15 pays de la Corne de l'Afrique et des Grands Lacs.

« Une arme à feu placée dans de mauvaises mains n'est pas seulement une arme puissante, c'est un assaut direct contre la sécurité de nos citoyens, la stabilité de notre société et la paix que nous nous sommes efforcés si consciencieusement de bâtir, a dit le président. Nous ne permettrons pas à la violence de prendre racine dans nos communautés. Notre engagement envers le désarmement de ceux qui menacent notre paix est inébranlable. »



FORCES DE DÉFENSE DU KENYA



Le général Charles Kahariri (à gauche), chef des Forces de défense du Kenya, accueille le président William Ruto lors d'un événement de destruction des armes illégales. FORCES DE DÉFENSE DU KENYA



LA CEDEAO

entreprend une initiative de Paix et de sécurité

PERSONNEL D'ADF

La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et d'autres groupes ont lancé des initiatives d'un coût de plus de 140 millions de dollars pour renforcer la compétitivité commerciale et l'accès aux marchés, et améliorer la paix et la sécurité, la capacité institutionnelle et le commerce des services en Afrique de l'Ouest.

Les initiatives soutiennent la CEDEAO en relevant les défis de sécurité et de gouvernance par leur focalisation sur quatre facteurs : amélioration de la détection précoce des conflits, réforme du secteur de la sécurité, soutien électoral et processus de paix inclusifs.

La CEDEAO a lancé ces initiatives, co-financées par l'Union européenne, l'Allemagne et l'Espagne, lors d'un événement à son siège social d'Abuja (Nigeria). Il a réuni plus de 80 responsables de haut rang et partenaires d'Afrique de l'Ouest et d'Europe, selon un reportage du Sierra Leone Telegraph. D'autres organisations internationales participent aussi à l'initiative.

María Higón Velasco de l'ambassade d'Espagne au Nigeria a déclaré : « La Commission de la CEDEAO joue un rôle crucial pour assurer la coopération régionale, promouvoir l'intégration en Afrique de l'Ouest

et maintenir la paix et la sécurité. Les projets présentés aujourd'hui soutiennent la capacité de l'organisation pour conduire un dialogue transparent et une coordination avec les états membres, les partenaires de développement et les organisations de la société civile dans la région, en facilitant ainsi la réalisation des objectifs de Vision 2050 de la CEDEAO. »

Vision 2050 a établi le Fonds pour la paix de la CEDEAO pour soutenir les initiatives de prévention, gestion, résolution des conflits, maintien de la paix, pacification et récupération, « tout en développant les capacités des parties prenantes pertinentes pour promouvoir la paix et la sécurité humaines durables dans la région d'Afrique de l'Ouest. »

Le programme de compétitivité commerciale et d'accès aux marchés de l'Afrique est une partie de ces efforts qui augmentera le commerce durable Afrique-UE et intra-africain en améliorant l'accès aux marchés et la compétitivité commerciale des entreprises d'Afrique de l'Ouest dans « des chaînes de valeur sélectionnées à haut potentiel », selon le reportage du Telegraph.

« Renforcer le commerce intra-africain au sein de la Zone continentale africaine de libre-échange et renforcer le commerce Afrique-UE est plus important que jamais »,

Des soldats de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest patrouillent la Gambie lors d'une mission pour sécuriser le pays en 2017. AFP/GETTY IMAGES

déclare Gerd Müller de l'organisation de développement industriel des Nations unies, selon l'ONU. « C'est crucial pour la création des emplois, l'amélioration des moyens de subsistance et le développement des chaînes logistiques régionales et internationales équitables et durables. »

Pamela Coke-Hamilton de l'International Trade Centre déclare qu'un objectif consiste à améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises d'Afrique de l'Ouest.

« Ces derniers investissements dans la région, notamment par le biais du programme de compétitivité commerciale et d'accès aux marchés d'Afrique, signalent notre engagement commun envers une Afrique de l'Ouest plus résiliente et prospère selon les priorités des pays d'Afrique de l'Ouest, dit-elle. Ensemble, nous œuvrerons pour débloquer l'accès aux marchés et rehausser la compétitivité aux exportations des petites entreprises dans des secteurs clés, pour soutenir le développement durable axé sur le commerce. »

La Gambie et le Liberia partagent le chemin de la paix

NATIONS UNIES

Des intervenants de Gambie, du Liberia et du petit pays asiatique du Timor oriental ont partagé leur périple allant du conflit à la stabilité lors de la commémoration du 20ème anniversaire de la Commission de consolidation de la paix des Nations unies.

« Pendant les vingt dernières années, la Commission de consolidation de la paix a soutenu plus de trente pays et régions », en aidant à promouvoir les stratégies nationales de consolidation de la paix et la coordination des donateurs, a déclaré la sous-ministre allemande des Affaires étrangères Serap Güler en juin 2025 dans son allocution d'ouverture à New York.

L'ONU a créé en 2005 la commission en tant qu'organe consultatif inter-gouvernemental soutenant les efforts de paix dans les pays émergeant des conflits. Bien qu'elle ne déploie pas de troupes et ne gère pas de missions, la commission joue un rôle consultatif

Un employé arrose des anacardiers à l'extérieur d'une usine de Tanji (Gambie) en juin 2025. Le pays a fait des progrès économiques depuis le début des réformes en 2017. AFP/GETTY IMAGES

et de coordination essentiel en se concentrant sur les dimensions à long terme de la paix, notamment la gouvernance, la justice, la réconciliation, le renforcement des institutions et le développement durable. Elle inclut 31 pays membres.

« Aujourd'hui, la Gambie partage avec fierté son expérience comme un testament de ce qui peut être réalisé par le biais de la coopération multilatérale efficace, la titularité nationale et la résilience d'un peuple déterminé à forger un nouveau sentier », a déclaré Mamadou Tangara, le ministre gambien des Affaires étrangères à l'époque. Il a dit que l'intervention de la commission à un tournant critique de l'histoire de la Gambie n'était pas seulement historique mais aussi un exemple type de la diplomatie préventive et la solidarité internationale.

La Gambie a mis fin à plus de vingt ans de défis de gouvernance et de répression, en lançant un effort national pour restaurer la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit. Après l'impasse politique de 2017, le gouvernement gambien a introduit une transition exhaustive vers la gouvernance démocratique et la résilience, et a sollicité le soutien de la commission. Ce partenariat s'est avéré crucial pour assurer une transition démocratique pacifique.

L'ex-présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf, lauréate du Prix Nobel de la Paix, a raconté un récit similaire pour son pays.

« L'histoire du Liberia est une histoire de douleur mais aussi de promesse : un pays jadis mis à genoux par des conflits prolongés témoigne aujourd'hui de ce qui est possible lorsque la volonté nationale est appuyée par la solidarité internationale », a-t-elle dit dans un message vidéo..

Le Conseil de l'Union africaine fait appel à la paix au Soudan du Sud

PERSONNEL D'ADF

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a réaffirmé son engagement envers le processus de paix du Soudan du Sud et a fait appel au renouvellement du dialogue.

Innocent Shiyo de Tanzanie a rappelé la responsabilité collective du conseil et de toutes les parties prenantes pour protéger les accomplissements de l'Accord revitalisé sur la résolution du conflit au Soudan du Sud. Bien que des progrès aient été faits, il a déclaré que « la mise en œuvre exhaustive de l'accord reste entravée par des désaccords politiques et des défis de sécurité persistants », selon un reportage du Daily News de Tanzanie.

Le panorama politique et sécuritaire du Soudan du Sud a continué à se détériorer depuis le déclenchement d'un renouveau de violence en mars 2025, avec une attaque contre la base des Forces de défense du peuple sud-soudanais à Nasir par les miliciens d'un groupe appelé l'Armée blanche. On signale qu'il est associé au Mouvement populaire de libération du Soudan en opposition. L'attaque est considérée comme le plus important revers depuis l'adoption de l'accord de 2018, selon le groupe de recherche Amani Africa.

« Depuis lors, la situation s'est transformée en confrontations militaires, arrestations de haut niveau, déploiement des troupes ougandaises et aggravation de la violence, déclare Amani Africa. Ces développements ont sapé sérieusement le processus de transition. »

Lors d'une réunion de l'UA en juin 2025 en Éthiopie, M. Shiyo a déclaré que l'UA, en partenariat avec les groupes régionaux et les Nations unies, avait engagé des efforts diplomatiques soutenus pour restaurer la confiance et promouvoir le dialogue, ce qui souligne l'engagement du continent envers le processus de paix du Soudan du Sud. Il a demandé au leadership du Soudan du Sud de montrer un engagement renouvelé et démontrable envers la mise en œuvre complète et fidèle de la résolution, considérée comme la structure la

plus légitime et inclusive pour faire avancer la réconciliation nationale, la transition démocratique et la paix durable, selon le reportage du Daily News.

Les responsables de l'UA déclarent que la montée de violence a affecté Nasir et les zones avoisinantes des États du Nil supérieur, du Jonglei et de l'Unité. Elle menace d'effriter les gains fragiles obtenus en vertu de la résolution. Le conseil a aussi fortement condamné les violations de cessez-le-feu et les abus des droits de l'homme, notamment la détention des chefs politiques et les attaques ciblant les civils. Le conseil a mis l'accent sur le besoin de protéger l'intégrité de l'accord de paix en assurant la libération immédiate et la réintégration des prisonniers politiques.

Des policiers militaires du Soudan du Sud surveillent une zone près de Djouba. AFP/GETTY IMAGES





Trente soldats mozambicains ont achevé un programme de formation de maintenance conduit par des formateurs européens..

MISSION D'ASSISTANCE MILITAIRE DE
L'UNION EUROPÉENNE AU MOZAMBIQUE

La formation technique améliore les aptitudes des **FORCES MOZAMBICAINES**

PERSONNEL D'ADF

Les Forces armées du Mozambique (FADM) ont conclu un partenariat avec des formateurs européens pour améliorer leur expertise militaire, mécanique et technique grâce à un programme de maintenance logistique de trois semaines.

Une équipe de mentorat et de formation des Forces armées françaises dans la zone de l'océan Indien austral, dont le quartier général est situé dans l'île de La Réunion, a œuvré avec la mission résidente d'assistance militaire de l'Union européenne au Mozambique pour gérer le programme au profit des forces mozambicaines, selon un reportage de *defenceWeb*. Le programme a offert une formation de maintenance pratique à 30 mécaniciens à l'école militaire de conduite de Maputo.

La mission de l'UE a aussi conduit un programme d'approvisionnement et de gestion de transport à l'école, améliorant ainsi le niveau d'expertise d'un officier et de 30 sous-officiers. Le programme a été conçu pour renforcer les capacités logistiques dans des contextes opérationnels de plus en plus exigeants avec des aptitudes clés pour assurer les mouvements, le soutien et le réapprovisionnement efficaces des forces.

La mission de l'UE gère aussi un programme d'éléments de commandement administratif préparé spécialement pour le personnel des FADM. Les responsables déclarent que le programme administratif est « un investissement concret dans la modernisation de la structure de commandement et l'efficacité administrative des FADM ».

Un programme administratif ultérieur a traité de sujets incluant le contre-terrorisme, la coopération civilo-militaire, le droit humanitaire international et les aspects militaires médicaux, selon le reportage de *defenceWeb*.

L'UE a établi la mission en 2021 pour confronter les problèmes existants dans la province du Cabo Delgado, qui est tourmentée par la violence, les cyclones et les troubles sociaux. La mission soutient la réconciliation, la prévention des conflits et l'appui « au dialogue, à l'aide humanitaire et la coopération dans le développement », selon les Nations unies. La mission forme aussi et soutient les forces armées du Mozambique engagées dans la protection des civils et la restauration de la sécurité. L'UE a prolongé la mission jusqu'en juin 2026.

La Somalie et l'UA reconquièrent des villages

DEFENCEWEB

L'armée somalienne et la mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie ont travaillé ensemble pour reconquérir des villages stratégiques des mains du groupe terroriste des Chebabs.

Les soldats de Silent Storm, opération conjointe de trois jours, ont recapturé les villages d'Anole et Sabiid. Les responsables de la mission de l'UA déclarent que l'opération avait pour but de libérer des zones contrôlées par le groupe terroriste.

Une annonce de presse a dit que « plusieurs combattants des Chebabs avaient été neutralisés pendant le siège prolongé de leurs repaires dans les villages », et que les forces conjointes « avaient saisi une quantité importante de munitions des mains des militants en fuite ». La force opérationnelle conjointe a aussi éliminé des engins explosifs improvisés dissimulés dans les communautés et sur les routes d'approvisionnement.

Le général de brigade ougandais Joseph Semwanga a déclaré que la région était ciblée parce qu'elle « était devenue depuis mars un lieu stratégique où les terroristes planifient des attaques meurtrières, dissimulent les munitions, notamment celles des engins explosifs improvisés transportés par véhicule, et établissent des point de contrôle illégaux pour extorquer les résidents. »

Dans le sillage de l'opération initiale de trois jours, les soldats ont sécurisé les zones et les villages reconquis et ont dégagé des enclaves chebabs dans le district Afgooye, région de Shebeellaha Hoose, selon le major-général Sahal Abdullahi Omar, commandant des forces terrestres de Somalie.

L'UA a établi sa plus récente mission en janvier 2025, pour prendre la relève de la mission de transition de l'UA en Somalie. La mission se concentre sur le soutien aux forces de sécurité somaliennes, la dégradation des groupes terroristes tels que les Chebabs, la stabilisation des zones reconquises et la préparation de la Somalie pour qu'elle assume la pleine responsabilité de la sécurité.

Les effectifs autorisés ont atteint 12.000 agents en uniforme, y compris 680 policiers. La mission a été sérieusement sous-financée depuis ses débuts, avec un déficit budgétaire de 73,7 millions de dollars en date de juin 2025.

Des apprenants de l'Armée de terre nationale somalienne s'entraînent dans une base au Nord de Mogadiscio en avril 2025. GETTY IMAGES



La coopération est cruciale pour réduire la piraterie, selon une étude

DEFENCEWEB

Malgré une baisse des incidents de piraterie dans le golfe de Guinée, les marins affrontent toujours des « risques importants », selon un avertissement du Bureau maritime international dans un rapport sur la piraterie et le vol à main armée contre les navires.

Le rapport concerne les six premiers mois de 2025 et indique que le détroit de Singapour est actuellement le point sensible mondial de la piraterie et du vol à main armée, avec 57 incidents, comparé à 15 pendant la même période de 2024. Ce détroit de 98 milles marins entre la mer de Chine méridionale et le détroit de Malacca est responsable pour plus de 60 % de tous les incidents rapportés mondialement, selon le bureau.

90 incidents de piraterie et de vol à main armée ont été signalés dans le monde au cours du premier semestre 2025, soit une augmentation de 50 % comparé à la même période de 2024, et le nombre le plus élevé d'incidents signalés pour ces périodes depuis 2020. Les pirates ont abordé 79 navires, y compris quatre détournements. Ils ont tenté six autres attaques et fait feu sur un vaisseau. En ce qui concerne les membres d'équipage, 40 ont été pris en otage, 16 ont été enlevés, 5 ont été menacés, 3 agressés et 3 blessés.

Le golfe de Guinée reste une zone exigeant des précautions extrêmes. 12 incidents et 87 % de tous les enlèvements y ont été signalés entre janvier et juin 2025. Le bureau déclare que la coopération robuste entre les autorités ouest-africaines et les marines internationales dans le golfe a été essentielle pour améliorer la sécurité maritime.

« Les incidents dans le golfe de Guinée continuent à rester à un niveau bas, et les autorités régionales sont félicitées pour leurs efforts et encouragées à les poursuivre, a dit le bureau. 12 incidents y ont été signalés, comparé à 10 et 14 pendant la même période au cours des deux dernières années. Bien que cette tendance soit souhaitable, la sécurité et le bien-être des équipages ne sont toujours pas garantis. »

Le bureau a dit que les mesures positives prises par les marines internationales dans le golfe d'Aden et au large des côtes Est et Sud de la Somalie, dans l'océan Indien, dans la mer d'Arabie et dans d'autres zones, notamment les tactiques anti-piraterie de préemption et de perturbation, ont réduit le nombre d'attaques.

Des membres de la Garde côtière de Djibouti effectuent un exercice d'interdiction de piraterie en mai 2025.

SPÉCIALISTE MICHAELA MALDONADO/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS

Gravure sur bois
de 1882, montrant
un village Songhaï
près de Hombori,
dans ce qui est
aujourd'hui le Mali.

L'EMPIRE SONGHAÏ ET SA MARINE ÉTAIENT MAÎTRES DU FLEUVE

PERSONNEL D'ADF

Askia le Grand gouvernait le plus grand empire de l'histoire d'Afrique de l'Ouest. Vers la fin du 15^{ème} siècle, son empire Songhaï s'étendait de l'océan Atlantique au fleuve appelé aujourd'hui le Niger.

L'un de ses outils d'expansion et de domination était sa marine, chose rare en Afrique à l'époque.

Son nom de naissance est Askia Muhammad al-Turi. Il a montré la voie de l'expansion commerciale de l'Afrique vers l'Europe et l'Asie et, à cause de la volonté de son armée, il a fait de l'islam un élément clé de son régime. Il devient connu sous le nom d'Askia, « l'homme fort », et on l'appelle aujourd'hui « Askia le Grand », troisième souverain de l'empire.

Sa marine est la composante critique de la puissance militaire et commerciale de l'empire, principalement active sur le Niger. Bien qu'elle ne soit pas conçue comme une force militaire véritable, Askia la maintient avec soin et l'utilise stratégiquement. Sa marine utilise le fleuve comme système de défense naturel et élément vital donnant un avantage pour les transports, les communications et le secteur militaire. Un officier de marine commande la flotte qui est basée dans un réseau de ports fluviaux, notamment Gao et

Kabara. Des officiels du gouvernement gèrent les ports, supervisent la flotte et contrôlent les droits d'entrée et de sortie. Avec ce système, le contrôle militaire est une composante de la réglementation économique.

La marine emploie des modèles variés de bateaux, notamment de gros cargos appelés kantas, originaires des Sorko, les premiers maîtres du commerce fluvial. Les Sorko utilisaient leurs bateaux pour le transport, la pêche et la chasse. Les récits diffèrent mais on pense que les kantas des Songhaïs pouvaient transporter jusqu'à 30 tonnes, cargaison équivalente à 1.000 hommes ou des centaines de chameaux ou de têtes de bétail. Certaines références historiques déclarent qu'il pouvait même exister des kantas deux fois plus gros. Une telle capacité permet aux Songhaïs de manœuvrer les troupes, l'approvisionnement et les biens efficacement sur le fleuve, ce qui est essentiel pour les campagnes militaires et le commerce.

Askia utilise sa marine pour des campagnes d'expansion terrestres. La flotte peut transporter rapidement les troupes et le soutien logistique, ce qui est crucial pour gouverner de vastes territoires et contrôler les routes commerciales. Les forces militaires de l'empire incluent la cavalerie et des divisions d'infanterie. Cette organisation est critique pour protéger les intérêts commerciaux de l'empire,

en particulier le commerce transsaharien de l'or, du sel et des esclaves.

Askia encourage les partenariats parmi les marchands de son empire, protégés par ses forces armées. Il met en œuvre un système universel de poids et mesures dans tout l'empire. L'une de ses premières mesures importantes en tant que souverain est de formaliser le système juridique, en intégrant le droit islamique pour aider à unifier son domaine. L'empire d'Askia évolue en centre pédagogique et attire des érudits, des poètes et des artistes du monde islamique. Les historiens déclarent que ses universités et bibliothèques deviennent des centres du savoir qui rivalisent avec les villes telles que Bagdad et Le Caire.

Il gouverne son vaste territoire grâce à un système administratif hautement organisé. Le gouvernement central désigne des chefs locaux pour assurer la loyauté et la gouvernance efficace. Il divise l'empire en quatre régions et nomme un vice-roi pour gouverner chacune, mais il désigne aussi de nombreux membres de sa famille à son gouvernement. Dans son empire, la plupart des familles proéminentes ont des liens de famille avec lui.

Son règne est onéreux. Ses avancées et la vaste bureaucratie coûtent cher et exigent une nouvelle classe d'aristocrates dont le nombre augmente. À leur tour, ceux-ci s'appuient sur le travail forcé et l'esclavage pour fournir les denrées, l'approvisionnement et les armes. Askia n'hésite pas à employer la force et à exécuter tous ceux qui menacent son autorité.

Il continue à vivre alors qu'il n'est plus capable de gouverner. À mesure qu'il vieillit, il devient aveugle, un fait qu'il cache pendant plusieurs années. Ses fils le renversent et l'exilent dans une île du Niger. Il meurt en 1538 à l'âge de 94 ou 95 ans.

Ses successeurs n'ont pas ses talents d'organisation. Dans les années après sa mort, l'armée et la marine des Songhaïs ne suivent pas l'évolution de la technologie et ne peuvent pas contrer les menaces externes. La dynastie marocaine des Saadiens envahit en 1591, en utilisant des armes à feu et des pièces d'artillerie qui supplantent les armes obsolètes des Songhaïs. Cet écart dans les armes de guerre contribue à la défaite des Songhaïs dans la bataille de Tondibi, malgré leur nombre supérieur. Ceci marque la fin de l'empire Songhaï.

Aujourd'hui, on se souvient de l'ère d'Askia comme une époque de gouvernement judicieux et de vaste expansion territoriale. Mais on s'en souvient aussi pour sa marine, force largement dépourvue d'armes qui a néanmoins assuré la domination du gouvernement de l'époque.

INDICES

- 1** Ce site, dans ce qui est aujourd'hui le Kenya, était l'une des villes swahilies les plus importantes d'Afrique de l'Est entre le 10^{ème} et le 17^{ème} siècle.
- 2** Le peuplement avait deux murs de fortification, des bâtiments publics et privés, des tombes et un complexe de palais et mosquée.
- 3** Les bâtiments résidentiels, civiques et religieux étaient disposés selon un quadrillage de rues au sein des murs intérieurs. L'espace entre les murs intérieurs et extérieurs était rempli de maisons modestes où vivaient la plupart des résidents.
- 4** Les indications d'articles de luxe importés, originaires de la Chine, de l'Inde, de la Perse et de Venise, démontrent le rôle de la ville dans les réseaux commerciaux internationaux.



PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à ADF et faites entendre votre voix.

Directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à ADF

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à ADF signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUSSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : Editor@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany



VOUS ÊTES IMPATIENT DE LIRE LE PROCHAIN NUMÉRO ?

À ADF-Magazine.com, nous vous offrons chaque semaine un traitement en profondeur des enjeux actuels qui affectent la paix et la stabilité. Consultez notre site web pour les mêmes actualités crédibles et précises sur la sécurité, sur une base hebdomadaire, provenant de tout le continent.



RESTEZ CONNECTÉ

Si vous souhaitez rester connecté sur les réseaux sociaux, suivez ADF sur Facebook, Twitter, Instagram et LinkedIn ; ou bien vous pouvez vous abonner à notre liste d'e-mail en vous inscrivant sur notre site web à ADF-Magazine.com ou par e-mail à News@ADF-Magazine.com.